

1^{er} semestre 86

n°ISSN 0181-1800

N°double 31-32 10f

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

“ PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. ”

LES GOUVERNEMENTS

CAPITALISTES

~~SE~~ SUCCEDENT ...

NOTRE TACTIQUE :

L'INTRANSIGEANCE !

NOTRE COMBAT :

L'INDEPENDANCE DE CLASSE !

Le capital cohabite avec lui même!

De l'extrême droite à l'extrême gauche il y a eu pléthore d'affiches tracts, articles, discours, où chacun vantait les mérites de sa liste électorale, avec la nullité, l'hypocrisie politicarde et la démagogie qui les caractérisent tous.

Il y a en moyenne et constamment 20% de la population en France, qui soit consciemment soit par "je m'en foutisme" n'accroche pas aux wagons remplis de candidats à la direction de la locomotive capitaliste. Mais la grande majorité de la population, toutes classes confondues, suit la route ferroviaire déjà tracée, se contentant pour la plupart de choisir ceux qui conduiront le train. Le conducteur en chef ayant été choisi en 81 pour 7 ans, c'est toujours lui qui conserve son titre. Mais sans une équipe soudée ayant la même vision générale que lui, il ne peut conduire à sa guise. Et cette fois-ci l'équipe qui l'assistait a été renvoyée et remplacée par une autre qui lui est opposée. Mais comme en fait le train et la voie ferrée sont les mêmes, le train ne risque pas de dérailler, ni la voie d'être changée à cause uniquement des divergences de vues entre le conducteur en chef et son équipe. Au plus le train peut ralentir, puis s'arrêter afin que la population puisse élire un nouveau conducteur en chef. Rien de très extraordinaire malgré tout le ramdam fait autour de la cohabitation ou de la coexistence. D'ailleurs, que le capitalisme cohabite avec lui-même, nous le savions depuis longtemps.

L'alternance, avec ses deux grandes possibilités, droite-gauche, ne change et ne peut rien changer de fondamental. Les deux grandes forces politiques, ou sensibilité d'opinion, comme le langage pompeusement moderne se complait à les qualifier, ont le même objectif : gérer le plus convenablement possible (comprenez le plus avantageusement possible) l'économie basée sur l'exploitation, la misère physique et intellectuelle de la masse d'esclaves salariés. Et ce n'est pas, vous en conviendrez, ce qui est appelé co-habitation qui va comme par miracle changer ce qui est précisément fondamental et urgent de transformer de fond en comble. Ce que nous disions lors de l'arrivée tonitruante de la gauche au pouvoir est vrai aussi pour le retour de la droite : les prolétaires doivent retrousser leurs manches pour les uns, et chômer pour les autres. Là aussi comme en politique capitaliste, l'alternance est chose courante, à la différence qu'il n'y a pas d'échéances précises. Ça peut arriver du jour au lendemain.

Le P"S" après le P"C" est donc revenu dans l'opposition. La particularité de ces deux grandes forces par rapport à la droite et son extrême, c'est qu'elles se prétendent socialistes d'une part, et les seules légitimes représentantes de la vox populi (qui se gourre de temps en temps !) et de la classe ouvrière. Le mensonge criard saute aux yeux. Ce qui les distingue vraiment c'est la façon dont ils conçoivent l'administration du capitalisme, et donc de la plus-value extorquée de la force de travail de l'esclave moderne (ça commence à faire d'ailleurs un peu trop longtemps qu'il est moderne !). Les uns (la droite en général) rêvent de libre entreprise, de libre échange, bref des beaux jours du capitalisme traditionnel, celui de la propriété privée individuelle des moyens de production, bien que contraints par la dynamique même du capital ils soient, tout en essayant de les limiter, obligés d'accepter certains secteurs nationalisés ou à nationaliser. Le P"S" se voulant plus

en harmonie avec son temps et avec cette même dynamique irréversible, faute de révolution sociale, consent plus facilement aux nationalisations, tout en acceptant cependant la coexistence avec les grandes entreprises privées, même s'il critique de temps en temps l'abus et l'opulence manifeste des grands patrons. Il faut faire vrai, il faut faire "socialiste" nom d'un chien ! Quant au P"C" et à l'extrême gauche, ils songent malgré leur lutte fratricide, à une accélération du processus, c'est-à-dire à la concentration définitive du capital entre les serres de l'Etat, Etat qui bien entendu, et vous l'avez compris, serait entre leurs mains. C'est ce qu'ils osent appeler "révolution" et "socialisme". Mais entre ces différentes façons d'envisager la chose, un point commun et d'une importance primordiale ne peut jouer à cache cache avec les diverses phraséologies mensongères. La propriété qu'elle soit privée ou d'Etat est privative et capitaliste, parce que la classe des producteurs est tout autant dépossédée des moyens de production et de distribution. Sa subsistance ne reste possible que moyennant le salariat et l'échange de marchandises (dont la force de travail) sur le marché national et international, tout simplement parce que le capitalisme se définit avant tout comme un rapport social lui-même déterminé par les rapports de production. Tout le reste (réduire l'injustice, le chômage, l'inégalité etc...) n'est que fioriture voulant cacher ou dissimuler la dure réalité. La droite ne prétend-elle pas en faite autant ?

Au pouvoir la gauche, avec le P"C" au début, et sans lui par la suite, a su gérer l'insatisfaction de la population tout en réussissant à contenir la classe ouvrière, malgré les attaques incessantes qu'elle a subies, profits, accumulation et restructuration obligent ! Maintenant qu'elle retourne dans l'opposition elle essaiera tout autant de canaliser, d'amoindrir et de pacifier toute colère prolétarienne qui risquerait d'aller trop loin. Elle ne le fera pas au profit exclusif de la droite au gouvernement, mais au profit du capitalisme et de son Etat qu'elle escompte bien diriger à nouveau.

Le premier danger pour toutes les fractions capitalistes c'est la classe qu'elles exploitent ou contribuent à exploiter. De cela elles en sont plus ou moins conscientes suivant qu'elles savent apprécier plus ou moins correctement le rapport de force entre le capital et le travail. Lorsque la classe ouvrière ne se manifeste pas sur son terrain de classe, la route est largement ouverte à toutes les oppositions entre vermines désirant se frayer un chemin vers le pouvoir capitaliste. C'est ce qui se passe aujourd'hui. En ce sens les élections sont plus ou moins une photographie de la situation ambiante. Mais cette photographie n'est qu'instantanée. Elle ne reproduit que le moment qu'elle a pu prendre. C'est-à-dire que les mêmes personnes qui se sont comportés civiquement en allant prendre un bulletin de vote dans l'isoloir de la démocratie afin de le déposer dans l'urne du capital, peuvent du jour au lendemain se retrouver en lutte dans la rue, seul endroit où ils peuvent commencer à avoir un pouvoir réel, et une fois en mouvement comprendre ce dont ils sont capables : transformer radicalement les rapports de production à l'échelle planétaire à travers leur dictature de classe révolutionnaire. C'est pourquoi, indépendamment du pouvoir en place, la classe exploitée ne doit compter que sur elle-même pour se défendre et attaquer. Elle doit se rendre compte qu'un seul geste conscient et décidé de sa part fait trembler toutes les fractions du capital qui ne savent alors plus à quel saint se vouer pour éviter que la situation ne s'envenime et aboutisse à la remise en cause totale de la société marchande.

Le prolétariat doit cesser de gober ce qu'ils veulent tous lui faire avaler. Au lieu d'essayer de trouver les différences entre ceux qui se proposent comme candidat à la destinée de la France, il ferait mieux de se focaliser sur leurs points communs.



En résolvant son problème particulier de classe exploitée, le prolétariat résolvera également celui de l'humanité dans son ensemble. Loin du cirque électoral (national, régional, syndical...) la classe ouvrière doit impulser son unité par l'extension et le contenu même de sa lutte là où il se trouve et internationalement, en France comme en Espagne, au Chili comme en Chine, en Russie comme aux Etats-Unis, en Afghanistan comme en Libye.

Alors prolétaires !

- Défendons nos intérêts de classe, car en tant que citoyens nous n'en avons point.
- rejetons les illusions électoralistes qui sont autant d'appels à se soumettre à l'idéologie dominante.
- refusons tout consensus social, toute pseudo-trêve électorale au nom de l'intérêt national, de blocs impérialistes, du monde capitaliste.
- refusons tout sacrifice, toute austérité.
- brisons les séparations corporatistes, entre chômeurs et non chômeurs, entre hommes et femmes, immigrés et citoyens.
- exigeons la réduction massive du temps de travail, l'incorporation de nos camarades chômeurs à celui-ci, non pour rentabiliser l'appareil productif capitaliste, mais pour impulser le droit inaliénable à la paresse.
- exigeons l'augmentation des salaires réels sans tenir compte de quelque indice économique du capital.

impulsons une réelle solidarité de classe basée sur des revendications communes à tous les exploités.

- revendiquons dans la perspective de ne plus avoir à le faire.

Seule la lutte peut nous mener à l'union grandissante de classe, et donc à la transformation radicale de cette société moribonde au niveau mondial. Si pour la classe capitaliste, La cohabitation occupe sa propagande, à nous d'occuper le terrain social par la fermentation d'une offensive anti-capitaliste, nationalement et internationalement.

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU SALARIAT ET DES CLASSES SOCIALES !

L'air du temps

Il fait froid et l'ankylose s'installe dans les foyers français.

"Vive l'ennui" titre Libération qui pour en rajouter souligne la pauvreté d'une campagne électorale hypnotique. Le discours politique et son incarnation poudrée endimanchée lassent sans pour autant cesser de captiver les esprits gelés.

C'est la France triste, dirait Tapie, le célèbre promoteur de la France gaie, moderne, entreprenante, créatrice, et surtout apolitique. Quel contraste ! Avec la France gaie, non seulement on rit et on chante, mais en plus on agit sur tous les fronts. Cependant pour se ranger sous sa bannière bigarrée, il faut tempérer ses élans politiques et ne plus répéter à des fins partisans, que la patrie est en danger. La France gaie ne connaît ni la peur, ni les problèmes insolubles. Elle est agressive et généreuse, individualiste et sociale.

Qui oserait lui reprocher son insolence et son ingratitude de turbulente fille de la Patrie ? Personne, car en effet si la France gaie ne mache pas ses mots, elle au moins ne ménage ni ses efforts, ni ses intimes convictions pour propulser la Nation au Hit Parade de la concurrence capitaliste internationale. Il faut le dire, la France gaie est avant tout pragmatique, et c'est la raison pour laquelle, elle méprise les grands idéaux et qu'elle prête si facilement les flancs à toutes les confusions idéologiques ou à toutes les modes. Que lui importe l'amalgame répugnant du socialisme et du capitalisme, de l'individualisme et de l'arrivisme, de l'internationalisme et de l'anti-racisme, du progrès social et de la soupe populaire. Par conséquent la France gaie n'est pas non plus exclusive, pour peu que l'on respecte, contre toute théorie de classe, la devise ambitieuse : "la fin justifie les moyens", n'est-ce pas messieurs Coluche, Harlem Desir, E Maire et autres ?

Et puis la France gaie pourrait être puissante car légions sont ceux qui, de l'extrême droite à l'extrême-gauche, appliquent sa maxime tribale.

"Si seulement ils cessaient leurs querelles !" renchérit en gémissant le prolétaire devant son téléviseur. Et la France gaie de s'emporter tout à coup : "Pauvre idiot, décidément tu ne comprends rien. C'est toi la France triste".

La France triste c'est celle de ceux qui triment ou chôment pour l'accumulation d'une richesse que les gais-lurons de la réussite sociale s'approprient toujours plus au nom de la distraction et de la jouissance publique. C'est celle de ceux pour qui l'Etat, le patronat et les syndicats s'échinent en négociant une exploitation à la carte qui accroît les profits et parfait notre chère démocratie. Et la France gaie d'entonner son refrain paillard : "Hé prolétaire, sinistre boulet nécessaire, ton existence est une injure à la société et elle transforme la joviale fièvre patriotique en une monotone lamentation stérile. Aussi puisque nous ne pouvons pas par intérêt, te détruire, tu deviendras flexible et tu seras chaque fois plus la proie des caricatures d'humanité dont nous assurons le commerce. Hé, vile marchandise, que vive longtemps l'exploitation capitaliste grâce à laquelle nous, les profiteurs, détruisons ta volonté et pompons ton énergie".

Alors, prolétaire, n'est-il pas doux l'air du temps, et ne nous engage-t-il pas à sortir enfin de notre torpeur ? C'est juste, mais que le sacrifice indispensable à cette révolution soit à la hauteur de notre misérable condition. Etranglons donc par nos revendications anti-capitalistes, cette patrie et tous ses défenseurs qui asphixient l'humanité. Que l'air du temps rythme par son échos martial, la guerre de classe internationale pour laquelle nous exercerons notre dictature et nous détruirons les inégalités sociales. Qu'un monde sans classes advienne.

"C'est nous les damnés de la terre..."

Grève à la RATP et à la SNCF

Deux grèves dans le secteur nationalisé, et qui plus est dans le service public, ont fait parler d'elles ces derniers temps : celle de la SNCF (trains), et celle de la RATP (métro), non à cause de leur durée, mais parce que la paralysie d'un seul de ces secteurs répercute directement sur "la vie de tous les jours" des "citoyens paisibles" se rendant sur le lieu de leur exploitation, d'autant plus que dans les deux cas il n'y avait pas eu de préavis de grève.

Indépendamment du contenu même des revendications des grévistes, la totalité des journaux capitalistes (du parisien libéré à Le Monde en passant par Libération) ont amplement grossi la colère du bon populo (revenant de vacances pour la grève de la SNCF, ou se rendant au turbin ou retournant du boulot pour la grève de la RATP). Irresponsabilité, prise d'otages, abus du droit de grève etc... sont les mots et expressions qui revenaient le plus, sans oublier bien sûr le très connu "de quoi se plaignent-ils, eux ils ont la sécurité de l'emploi".

Si ces deux grèves spontanées ont pu être mal vues par une bonne quantité de gens, c'est en grande partie à cause des grèves (non-grève ou sabotage de la lutte serait plus correct) qu'ont souvent organisées les syndicats, et qui sont très justement ressenties comme des actions qui lassent ceux qui sont poussés à les faire, et qui exaspèrent ceux qui les subissent.

Mais cette fois, et indépendamment des revendications, le mouvement a éclaté en marge de la volonté syndicale, et dans les deux cas s'est étendu à quasiment toute la corporation. Comme pour toute grève sauvage, c'est cet élan de solidarité qu'il faut souligner, en même temps que le potentiel énorme qui existe au sein de la classe travailleuse et exploitée pour qu'elle affine et renforce en même temps la conscience et la force que lui confère sa simple position dans les rapports sociaux de production. Il est donc clair que la classe exploitée, le prolétariat, ne peut et ne doit pas réagir comme toute la classe capitaliste aimerait qu'elle réagisse : en êtres isolés, en citoyens, en individus mécontents • de ne pouvoir utiliser une marchandise (train, métro dans ce cas) qu'ils payent avec l'argent gagné à la sueur de leur front. Mais bien au contraire utiliser les mêmes méthodes sur son lieu direct d'exploitation, seule façon d'une part d'imposer ses légitimes revendications, d'autre part de les relier aux revendications d'autres secteurs en grève et enfin par là-même de s'affirmer par la lutte comme une même classe en brisant les séparations catégorielles, sectorielles, nationales et internationales.

Donc de façon générale la grève sauvage ou spontanée, sans préavis de grève et en dehors des spécialistes de la négociation-défaite représentée par le syndicalisme sous toutes les latitudes, est un moyen que doit et devra utiliser la classe ouvrière pour affirmer son union grandissante jusqu'à ses ultimes conséquences : l'insurrection prolétarienne et la dictature de classe pour en finir avec toute exploitation et donc avec les classes elles-mêmes.

Ceci étant, s'il est vrai que comme méthode, ces deux dernières grèves ont montré une bonne voie à suivre, il n'en est pas moins vrai que malgré le mécontentement général du prolétariat, et les faibles grèves éparses et contrôlées à un moment ou à un autre par la camisole de force syndicale, elles ont été catégorielles, et par là-même limitées et plus facilement circonscrites dans et par le capitalisme.

La force capitaliste la plus présente en milieu ouvrier, malgré sa baisse en nombre de militants, est bien entendu le syndicalisme, qui bien qu'attentive en

tant que flic de la masse exploitée, peut se laisser surprendre de temps en temps par des mouvements incontrôlés qu'elle s'empresse dans la plupart des cas de prendre en marche pour mieux les arrêter et les ramener au bercail syndical. Leur attitude lors de ces deux grèves a été remarquable, bien que facile de par le pauvre contenu des revendications, et l'acte le plus fumeux, le plus répugnant et le plus abject fut la distribution au public d'un tract signé CGT intitulé "excusez-nous". Si le célèbre stalinien Thorez proclamait "il faut savoir arrêter une grève", le syndicat de sa même tendance aujourd'hui proclame "excusez-nous s'il y a eu une grève les prochaines fois nous saurons l'éviter", c'est-à-dire l'arrêter avant même qu'elle ne commence. Le syndicat avoue de lui-même une chose que ses partenaires sociaux (Patron, État) savaient déjà. Les mouvements syndicaux sont des non-mouvements, les grèves syndicales des non-grèves, qui servent à canaliser le mécontentement ouvrier et à fatiguer des ouvriers par des actions bidons.

Mais quand un mouvement éclate sans l'accord syndical, branle-bas-de-combat, les états majors se mobilisent, s'empressent de trouver une table et des chaises, s'assoient autour ; ce qui n'est qu'une amicale discussion entre citoyens respectueux du même ordre social est reproduite par les médias sous la forme de quelques invectives, quelques déclarations bien percutantes faisant croire aux "grévistés" à l'inimitié profonde entre les spécialistes de la table ronde, l'accord est signé, le tour est joué, le capital a gagné, et fait croire aux ouvriers que les syndicats les ont bien défendu et ont obtenu le maximum vu "la mauvaise conjoncture économique mondiale". Et si les grévistes ne sont pas contents et veulent continuer la lutte, tant pis pour eux, on les aura prévenu, la porte est grande ouverte ; vers la sortie pour les provocateurs irresponsables, et vers l'entrée pour les innombrables chômeurs qui attendent de pouvoir se faire exploiter.

Dans le cas de grèves du service public, qui touchent directement des usagers de la même classe et de condition moyenne similaire à celle des grévistes, il faut absolument rendre le mouvement le plus populaire possible. C'est ce qui manque même dans le cas de ces deux dernières spontanées. Car bien que sauvages et donc décidées par les travailleurs eux-mêmes, ces deux grèves par exemple n'ont pas rompu, par atavisme, avec la mentalité et certaines méthodes syndicales. Que dans un premier temps la grève s'étende à la quasi totalité de la corporation est une bonne chose si ce n'est pas par esprit corporatiste. En effet tout mouvement authentique dans un secteur montre de fait aux autres secteurs que la condition moyenne de la classe exploitée est la même partout. Mais rien ne doit empêcher, bien au contraire, le secteur en grève de forcer une constatation trop souvent vécue passivement, en appelant l'ensemble de la classe à se montrer solidaire en impulsant conjointement des revendications unificatrices qui ne manquent pas. Et dans le cas de grèves à la SNCF, RATP les moyens ne manquent pas de populariser la grève, par exemple par la parole directe. Il est bien sûr nécessaire de convoquer des assemblées en dehors et contre la structure castratrice du syndicalisme, mais il serait encore plus intéressant que les grévistes se servent du pouvoir qu'ils exercent de fait pour appeler les usagers bloqués à connaître, à discuter à se solidariser de la grève, sans que ces derniers passivement comme toujours doivent attendre le compte-rendu qui leur sera fait de la grève et des dommages que ça leur a causé par les médias au service du système qui les exploite. Ce genre d'expérience, c'est-à-dire le retour à des grèves qui tant par leur forme que par leur contenu méritent enfin leur nom, ne peut à court terme que redonner confiance au prolétariat dans sa totalité. Il faut insister sur cela et non s'extasier devant tout ce qui bouge, si en tant que révolutionnaires nous voulons contribuer à dépasser le niveau actuel des luttes éparses, non solidaires et limitées. Nous vivons à un moment de l'histoire de l'humanité où toutes les

les conditions matérielles sont complètement réunies pour raser cette société immonde, et imposer la seule issue possible pour l'espèce humaine : le communisme. Cela, seule la classe prolétarienne est à même de le réaliser, encore faut-il qu'à travers sa lutte elle se rende compte de sa force et de sa capacité. Encore faut-il que les faibles forces révolutionnaires ne se situent pas, en pratique, en dessous ou au même niveau, que l'ensemble de la classe à laquelle elles appartiennent historiquement et pratiquement.

En effet qu'on le veuille ou non, il existe une différence quantitative et qualitative entre l'ensemble de la classe prolétarienne et les minorités révolutionnaires organisées. Cette différence se réduit ou augmente selon le niveau et l'intensité de la lutte du travail contre le capital.

Entre la lutte quotidienne et la lutte consciente pour le communisme il n'y a pas de relation linéaire ou mathématique. Les révolutionnaires doivent s'efforcer par leur combat d'impulser des mots d'ordre qui cassent la dynamique du capital à tous les niveaux qui sont de fait entremêlés : politique, organisationnel, économique et social.

Contre l'organisation syndicale du côté capitaliste, organisation indépendante de classe (assemblée souveraine, délégués révocables à tout instant...)

Contre les revendications sujetes à la bonne marche de l'économie nationale, d'entreprises, de Trusts, d'Etats ou de l'économie mondiale, attaque de l'accumulation du capital obtenue par la plus-value extorquée de notre force de travail.

Contre le pouvoir dictatorial du capitalisme sous toutes les latitudes, dictature de classe révolutionnaire pour l'abolition des classes sociales.

Il n'y a pas de mur en béton entre la lutte immédiate et la lutte historique du prolétariat pour le communisme. Ceux qui pensent que le fait de revendiquer pour ne plus avoir à le faire, est une phrase creuse qui ne tient pas compte de la réalité sociale, sont réactionnaires et au mieux des imbéciles.

En effet, l'unité du prolétariat est nécessaire pour balayer le mode de production actuel. Mais confinée dans le cycle attaque du capital/défense prolétarienne, cette même classe, même si elle obtient certaines revendications, n'en reste pas moins un jouet entre les mains du système qui l'exploite si elle ne l'abat pas. Les révolutionnaires, en tant que fraction plus décidée et consciente de la classe travailleuse, doivent pousser à l'affrontement contre l'exploitation elle-même, non pour l'amoindrir mais pour la supprimer.

Si cela c'est de l'idéalisme ou de l'utopie, nous laissons les matérialistes vulgaires patauger dans leur scientisme mal digéré et nous combattons leur mépris envers une classe sociale qu'ils croient incapables de réfléchir. L'idée quand elle se base sur un fait réel, c'est-à-dire sur la possibilité de transformer de fond en comble une société bien précise, est une force matérielle. Nous appelons donc tous les prolétaires qui n'acceptent pas leur condition à continuer leur lutte indépendamment des grèves ponctuelles ou des radicalisations possibles en militant dans des organisations politiques qui voient la classe comme un tout au niveau mondial, et qui veulent précisément transformer ce monde dans sa totalité.

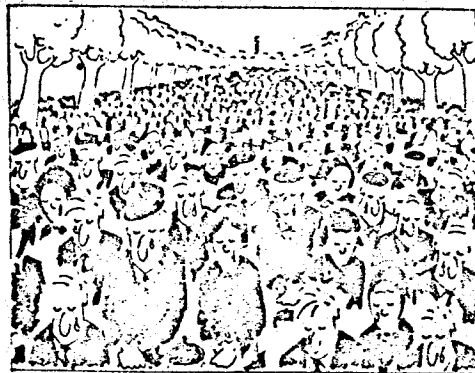
A LA LUTTE !

La misère du coeur

Après 3 mois d'expérience les Restaurants de la mendicité, mieux connus sous le nom de Restaurants du coeur ont fermé leurs portes. Tout au long de cette expérience lancée par le "philantrope" Coluche, des milliers des prolétaires ont vu leur condition d'être humain réduite à l'honte et à l'humiliation. Aujourd'hui on assiste à un nouveau style de promotion publicitaire pour les hommes publiques : l'organisation des manifestations de charité pour promouvoir leur image de marque. Ce genre de campagne est un attentat contre la condition humaine et ne sert qu'à appitoyer les prolétaires sur leur sort.

Il semble nécessaire, pour éviter toute confusion de faire la différence entre charité et solidarité. Lorsque les prolétaires se mobilisent pour se solidariser avec leurs frères de classe c'est légitime et ça obéit à une conscience de classe qui a comme but de libérer l'humanité. La solidarité se manifeste parce qu'on appartient à une même classe, et surtout parce qu'on a les mêmes intérêts ; à ce propos il faut remarquer que chômeurs et prolétaires actifs ont les mêmes intérêts de classe et doivent être unis par le même combat. En revanche, toutes ces campagnes d'"humanisme" ne servent qu'à rendre la condition de prolétaire encore plus misérable. La charité se développe là où la solidarité prolétarienne n'existe pas, permettant à des personnages aussi bas que Coluche de se forger une image en béton.

Mais ceci n'est pas l'aspect le plus important. Ce genre de campagnes constitue un véritable piège où tout le monde semble être tombé. Ces initiatives affaiblissent les forces du prolétariat qui finit par croire que la charité est "un don du ciel" et qu'il faut remercier ces âmes charitables qui ont eu la bonté de s'occuper de leurs misères. Si ce type de campagnes existe avec un certain succès c'est parce que le prolétariat n'agit pas sur son terrain de classe. De son côté l'Etat se réjouit de ce cirque animé par des clowns à coeur tendre, qui sont incapables de tromper les prolétaires qui sont dans la misère à cause du chômage, les empêchant de prendre conscience de l'injustice abominable sur laquelle repose la société capitaliste, en lui faisant croire qu'on vit dans un monde solidaire. Dans une situation de misère grandissante du prolétariat, l'Etat donne tout son soutien à ce genre de campagne.



Cette société ne peut reproduire que des rapports mesquins entre les individus. Ce qu'on appelle la "générosité populaire", n'est que de la compassion et de la pitié envers ceux qui produisent les richesses de la planète, et qui par l'inhumanité de ce système se trouvent dans une misère relative ou absolue. Nous disons aux prolétaires moins défavorisés par le fait d'avoir un travail, et qui ont contribué à cette campagne, qu'ils se trompent de chemin. S'ils veulent en finir avec les injustices, il faut balayer ces illusions de solidarité en les dénonçant comme un immense mensonge monté de toute pièce et destiné à perpétuer leurs conditions de prolétaires misérables.

En créant les Restaurants du coeur, Coluche a su interpréter les besoins du capital, à savoir assurer la survie de ces milliers de travailleurs privés d'emploi, car le marché du travail pourrait avoir besoin d'eux plus tard. Il ne faut pas qu'ils crèvent !

Dans toute cette histoire à visage humanitaire c'est encore plus révoltant de constater que les 200 000 repas distribués par jour étaient composés par des produits dont la date limite de vente était périmée, et des produits agricoles excédents. Pour l'occasion ce sont les clients du Restaurant du coeur qui en profitent alors que traditionnellement ils servent à nourrir les animaux.

Non ! Les prolétaires ne sont pas des mendiants ni des marginaux. Les richesses produites par nous les prolétaires sont aujourd'hui largement suffisantes pour subvenir aux besoins de tous les individus. On vit dans une société où toutes les conditions existent pour effacer le cauchemar de la pauvreté, et seule la société capitaliste nous met face à une situation aussi grotesque ; d'un côté les milliers de tonnes de produits stockés ou détruits par les pays industrialisés, de l'autre l'extension de plus en plus grandissante de la pauvreté.

Nous disons Non à ces campagnes qui empiètent notre condition d'assistés et de handicapés sociaux.

Monsieur Coluche, votre élan de générosité vous pouvez le garder pour une autre occasion, pour l'instant vous feriez mieux de vous faire engager dans un autre cirque. Ce ne sont pas des miettes que nous voulons, mais la totalité de la richesse produite par notre classe sociale, et dont vous êtes un de ceux qui en profitez.

Points sur les i, sur la gauche et son extrême

Mettre les points sur les i signifie remettre les choses à leur place, les définir correctement, dissiper la confusion, éclaircir ce qui a été obscurci. Pour ce faire il faut distinguer le baton du point, et placer ce dernier au dessus du premier. Sans quoi, on obtient bien sûr un signe, mais certainement pas un i minuscule. Et allez vous y retrouver pour déchiffrer un texte si de l'alphabet vous avez retiré ce qui distingue le i des autres voyelles. Venons en donc au fait et plaçons correctement les points sur la lettre sus nommée pour qualifier les deux principales forces dites de gauches qui portent avec leur extrême (gauchistes en général) la responsabilité totale de la situation sociale que nous subissons.

Avant l'affaire Millerand, il était communément reconnu au sein du mouvement socialiste français et international qu'un socialiste ne pouvait sous aucun prétexte participer au sein d'un gouvernement bourgeois. La grave crise occasionnée par la découverte des machinations militaristes contre Dreyfus conduisit Waldeck-Rousseau, bourgeois conservateur notoire, à solliciter en juin 1899, le soutien des socialistes à son gouvernement. Il fit donc appel au concours de Millerand dont le réformisme lui paraissait la variété la "moins inquiétante de socialisme". Mais, pour faire contrepoids à l'entrée historique de Millerand dans son gouvernement, il choisit comme ministre de la guerre le Général Gallifet, ancien bourreau de la Commune (1871). Bien que quelque peu estomaqué au début, Jaures allait saluer avec emphase le "courage des socialistes qui envoyaient un des leurs dans la forteresse du gouvernement bourgeois". Le 14 juillet de la même année, Vaillant et Guesde au nom de leur tendance respective au sein du socialisme français publièrent un manifeste qui concluait que le socialisme, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel". Ce manifeste ne reçut d'ailleurs même pas une approbation unanime dans leurs propres courants puisque certains groupes locaux guesdistes envoyèrent même des adresses de sympathie au nouveau ministre "socialiste". Les prétendues "réformes" sociales que l'on faisait miroiter allait soi-disant être "des germes de socialisme, semés dans le sol capitaliste et qui porteraient des fruits merveilleux". Théoriser par des personnalités éminentes du "socialisme international" tels que Berstein et Hilferding, la thèse selon

laquelle l'évolution irrésistible de la société vers le socialisme engendrait une "étape intermédiaire" au cours de laquelle le pouvoir politique serait exercé "en commun" par le prolétariat et par la bourgeoisie, sera combattu au sein même de la social-démocratie par des révolutionnaires comme R. Luxembourg, Parvus, Mehring, Pannekoek, Lenine, Trotsky etc... tout le courant de pensée et de pratique qui historiquement donnera naissance au Parti Communiste. Léon Blum, héritier du réformisme authentique (passage du capitalisme au socialisme par l'emploi de tous les moyens légaux, gouvernement compris) enverra au terme d'une évolution somme toute logique puisque négatrice de la lutte de classes, l'étape intermédiaire (collaboration bourgeoisie/prolétariat) au musée de l'histoire, reconnaissant lui-même que "les socialistes sont désormais de bons administrateurs des affaires capitalistes". Cette union sacrée en temps de paix allait, malgré les déclarations contre la guerre au congrès de Bâle de 1912, s'imposer lors de la déclaration de guerre en août 1914. L'abandon rapide et dès le début, des principes révolutionnaires de classe par la majorité de la social-démocratie allait fortement contribuer à la première boucherie mondiale induite par les mécanismes même du capitalisme qui se moque bien des querelles de tendances si aucune ne veut l'abattre.

La controverse sur le "cas Millerand" rebondit amplement dans les rangs du "socialisme international" et au sein du prolétariat en général. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'à l'époque, la participation d'un ministre "socialiste", aussi réformiste soit-il, ne passa pas comme une lettre à la poste. Mais depuis l'abandon de la théorie réformiste par les réformistes eux-mêmes, donc depuis la concrétisation de l'appartenance définitive de la social-démocratie au capitalisme, la participation des "socialistes" au gouvernement quand ils ne l'ont pas entièrement entre leurs sales mains, ne peut plus et ne doit plus faire scandale. En effet ils sont de bons ou de mauvais gestionnaires d'une économie basée sur l'exploitation du prolétariat, sans plus, et c'est déjà pas mal. Leur pratique n'a donc plus rien à voir même avec ce qui à l'époque était désigné par les expressions : "collaboration de classes" et opportunisme.

Lorsque l'on connaît ce qui vient d'être

exprimé ci-dessus on comprend mieux la futilité des controverses stupides sur l'expérience du pouvoir "socialiste" de Mitterrand en France. En clair, les prolétaires révolutionnaires se contrefichent de savoir si l'actuel chef de l'Etat a ou non avec son ancien gouvernement de gauche, tenu les promesses de son programme, car de toutes les façons celui-ci était capitaliste. Point, non plus sur les i mais à la ligne.

Nous venons donc de prouver, si besoin en était encore, ce que sont réellement les partis "socialistes". Ils sont d'ailleurs ce qu'ils sont, indépendamment de l'empressement ou de la réticence qu'ils ont à défendre le capital traditionnel représenté, nous simplifions, par les petites et grandes entreprises privées, qu'ils collaborent ou cohabitent plus ou moins bien avec le patronat. Leurs gouvernements et leurs ministres ne sont pas plus ou moins bourgeois, ils défendent tous les rappports capitalistes de production, que le capital soit plus ou moins concentré, plus ou moins centralisé.

Ce "plus ou moins" fait cependant "réfléchir" et opiner bon nombre de personnes qui feraient mieux de se taire au lieu d'affirmer que le Parti "communiste" est bien plus anti-capitaliste parce que précisément il combat plus durement le patronat et la propriété privée. Mais comme il faut tout de même garder une contenance "révolutionnaire" on s'empresse de le critiquer en arguant que son radicalisme n'est que verbal, et qu'il a bon dénoncer le gouvernement "socialo-bourgeois", lui même pendant trois ans lui a octroyé son appui. Par un tour de passe-passe étourdissant, oubliant l'essentiel, ceux qui devraient se taire parlent de "collaboration de classes". Le même reproche émis envers Mitterrand et compagnie, serait valable pour Marchais et ses sous-fifres. C'est ce que ces idiots appellent la social-démocratisation du P"C".

L'histoire se répète peut-être sous forme de tragédie puis de farce, mais en l'occurrence c'est à un immense mensonge déconcertant auquel nous avons droit. En effet, affirmons-le illico, le P"C" ne fait pas de la collaboration de classe, cela supposerait qu'il défend et représente tout de même la classe prolétarienne. C'est plutôt dur à avaler; les millions de prolétaires assassinés par ce Parti en témoignent. Le P"C" est en fait la force la plus foncièrement contre-révolutionnaire. Elle n'a eu aucunement besoin de la bourgeoisie pour écraser et mâter des insurrections ouvrières, non seulement intra-muro, mais également là où régnait la bourgeoisie traditionnelle. C'est plutôt la bourgeoisie qui a collaboré avec le stalinisme. Mais voyons cela de plus près.

Lors de ce qui fut appelé la banqueroute de la social-démocratie, qui choisit définitivement son camp à un moment crucial, des tendances plus ou moins révolutionnaires ne se plièrent pas aux exigences guerrières d'un capitalisme mondial déchaîné. Ce furent les conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kiental en 1916. C'est aux tendances dites de gauche, dirigées par Lénine, que se rattache historiquement la constitution des Partis communistes. Celles qui proclamaient haut et fort l'internationalisme prolétarien, "notre propre ennemi c'est notre propre bourgeoisie", "contre la guerre impérialiste, guerre civile", "contre la guerre, défaitisme révolutionnaire".

Nombreux sont les révolutionnaires, les prolétaires qui sont morts au nom de ces principes, parce qu'ils n'ont pas voulu suivre "des millions de prolétaires de tous les pays tombant au champ de la honte, du fratricide, de l'automutilation, avec aux lèvres leurs chants d'esclaves" (R.Luxembourg in "la brochure de Junius", assassinée pour les mêmes raisons). En Russie, dans le feu de la guerre impérialiste, les paroles se sont matérialisées en actes et en réalité: renversement du Tzar, puis du gouvernement "socialiste" de Kerensky. Ce sont ces fameux dix jours qui ébranlèrent le monde. Le Parti bolchevik qui deviendra plus tard Parti Communiste, venait de montrer à la bourgeoisie internationale ce dont était capable le prolétariat: d'agir pour lui-même et de prendre le pouvoir à l'échelle d'un immense pays avec la perspective de le prendre partout. Sans même connaître le déroulement de la dégénérescence du pouvoir soviétique, et la transformation de la révolution en contre-révolution, il faut être stupide ou tordu pour ne pas voir la différence fondamentale entre ce que fut et ce qu'est le P"C". Car pendant et après l'échec de la révolution en Russie comme partie de la révolution mondiale, le P"C" a montré clairement aux tenants de l'ordre capitaliste qu'il était le bourreau le plus acharné du prolétariat, en même temps qu'une fraction de ce même capitalisme qui leur était opposée. C'est lui qui a détruit, anihilé, étouffé, assassiné, dévoyé, étranglé le mouvement ouvrier international, non la bourgeoisie, et ce avec une félonie, une hypocrisie, un cynisme et une soif de sang jamais connus dans l'histoire, pourtant barbare, de l'humanité. Et le comble, c'est qu'il a fait passer, non sans la complicité de la bourgeoisie, ce qui n'est qu'une des formes du capital pour du socialisme. C'est au nom du communisme qu'il a assassiné, qu'il assassine et qu'il essaiera d'assassiner les communistes véritables. Ni Roosevelt, ni Mussolini, ni Hitler, ni De Gaulle ne s'y sont trompés, tôt ou plus tard. Leurs décia-

rations en plus des faits en témoignent. Le non-aboutissement de la révolution mondiale a livré au Parti communiste russe qui dégènerait une forme de capitalisme trouvée empiriquement : le capitalisme d'Etat. C'est en tant que défenseurs de celui-ci que la Russie allait prendre une place chaque fois plus grande dans le concert des luttes impérialistes, pour devenir après la seconde guerre, la seconde puissance mondiale à la tête d'un des deux grands blocs qui divisent le monde. La défense inébranlable du principe "contre la guerre impérialiste, guerre de classe" de ceux qui inspirèrent la naissance du PC brillait non seulement par son absence dans les déclarations et actes du P"C" des années trente, mais fut combattu lors du pacte germano-russe, et bien évidemment ensuite lorsque la Russie s'allia aux démocraties occidentales. Entre temps il avait contribué activement à défaire, ou avait défait directement plusieurs mouvements révolutionnaires dans d'autres pays (Chine 26, Espagne 36...). Un parti qui ne défend pas le prolétariat mondial en temps de guerre ne le défend pas plus en temps de paix, et vice et versa. Cela vaut, nous y reviendrons, également pour les Trotskistes actuels.

Nous avons montré que le P"C" ne faisait pas de la collaboration de classes, mais cela ne signifie pas non plus qu'il soit un parti de la bourgeoisie, car malgré les tactiques changeantes ou différentes selon les pays, il s'y oppose réellement. C'est vrai qu'il lutte contre le patronat, c'est vrai qu'il lutte contre ce que l'on pourrait nommée bourgeoisie en tant que classe détentrice privée des moyens de production, mais c'est encore plus vrai qu'il manipule la classe ouvrière (c'est une arme à double tranchant) à ses propres fins. Il est également vrai que face à un mouvement ouvrier d'envergure il a stratégiquement et tactiquement préféré le livré pieds et points liés à une fraction de la bourgeoisie, quand il ne pouvait pas concrétiser pour lui-même sa sale besogne. Il ne représente pas non plus une nouvelle classe, puisqu'il défend le mode de production capitaliste sous sa forme la plus centralisée et concentrée. Cette forme est un des aspects de la décadence d'un système qui nécessite de moins en moins pour perdurer de la classe qui l'a dominée à l'origine, la bourgeoisie.

Que le P"C" ait donc collaboré avec le P"S" au gouvernement n'ajoute rien à sa nature spécifiquement capitaliste. Son radicalisme", "ses menaces de déclencher des grèves ouvrières", sa rupture avec l'union de la gauche, n'en font certainement pas un parti "plus révolutionnaire", mais bel et bien le Parti dont il faut le plus se méfier afin d'être en meilleures conditions pour l'abattre. Car même si dans de nombreux pays il perd de la vitesse, son influence malsaine dans les conflits ouvriers, ne serait-ce qu'à travers la force ultra-réactionnaire du syndicalisme, est encore bien trop grande, d'autant qu'il est soutenu, plus ou moins critiquement, par les gauchistes de tout poil. Il est donc primordial de le dénoncer pour ce qu'il est, non comme un collaborateur honteux de la bourgeoisie, mais comme le représentant suprême de ce à quoi tend irréversiblement, faute de révolution, le capital par sa propre dynamique : le capitalisme d'Etat. C'est ce qui l'oppose aux autres fractions du mode de production actuel. Que tactiquement il soit capable de changer à 90° ne change rien à l'affaire. Il est le pire ennemi du prolétariat. Sans lui, il y a de fortes chances de penser que le capitalisme mondial ne serait plus qu'un cadavre squelettisé, enseveli sous la nouvelle société sans frontières ni classes sociales.

" Cette décadence de la classe dominante entraîne, en l'absence d'une révolution sociale bouleversant de fond en comble les rapports de propriété, la décadence de tout le corps social. C'est sur ce terrain que surgissent les castes, véritables produits de la pourriture générale. Le type classique en est celle des bramhanes hindous qui provient de la décadence prolongée de la civilisation de l'Inde. Cette caste de bramhanes a un caractère religieux, qui, à première vue, semble la différencier suffisamment des stratifications sociales en formation en Russie stalinienne. Cependant on voit, à y regarder de plus près, que ce caractère religieux est en voie d'élaboration en Russie... L'Inca était "fils du soleil", l'empereur de Chine "fils du ciel", Staline est "le soleil des peuples", "le père des peuples". On peut remarquer une autre différence entre la caste et la classe : cette dernière, produit d'une révolution, a acquis peu à peu des "droits" qui a ses yeux, constituent la justification de sa domination. En échange, la caste, née de la dé-

cadence de la société, alors que tout, les idées comme les classes et la propriété, y subit un lent processus de refonte, n'a rien, dans le passé qui justifie, même à ses yeux, sa domination"

(Benjamin Péret, "Le manifeste des exégètes, 1946)

En effet le P"C" actuel avec sa caste bureaucratique, est à la fois le produit de l'échec de la première tentative de révolution mondiale, et d'une société en pleine putréfaction parce qu'elle poursuit sa route meurtrière alors même que toutes les conditions matérielles sont réunies pour permettre un type de civilisation supérieur.

Quant aux forces politiques qui ne dénoncent pas le P"C" pour ce qu'il est vraiment, qui laissent supposer qu'il aurait moins trahi la classe ouvrière s'il n'avait pas accepté de poste gouvernemental (comme si d'ailleurs c'était la première fois !), et qui ont appuyé l'Union de la Gauche, elles sont elles aussi réactionnaires. Nous faisons principalement référence aux trotskistes bien sûr. Historiquement ce courant, actuellement parcellisé en de nombreuses chapelles (que nous espérons bientôt ardentes) provient de l'opposition de gauche à la dégénérescence du P"C" "soviétique" et de la IIIe Internationale composé de partis inféodés directement à la contre-révolution triomphante. Basé initialement sur des postulats qui s'avèreront définitivement faux avec le temps (nature de la révolution russe, de la contre-révolution et des P"C"), l'opposition de gauche, devenue IV internationale en 1938 sur un programme totalement anachronique, "le programme de transition", trahira sous couvert d'anti-fascisme, le principe invariant d'internationalisme prolétarien et de défaitisme révolutionnaire pendant la seconde guerre mondiale. Et ce malgré et contre son manifeste "la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale" rédigé par Trotsky pour la conférence extraordinaire de la IV internationale à New-York en mai 1940. Peu de temps après il sera assassiné par un bourreau à la solde de Staline en personne.

L'excuse de l'anti-fascisme est de même nature réactionnaire que celle de l'union sacrée acceptée par la social-démocratie allemande en 1914 au nom de la lutte contre le despotisme russe, et par la social-démocratie française contre le militarisme allemand. Les justifications peuvent être celles que l'on voudra, le résultat est que le prolétariat est appelé à défendre sa patrie contre le prolétariat d'en face. Après cela, il n'est pas étonnant que le trotskisme trouve une satisfaction à être reconnu par les stalinieniens comme faisant partie du mouvement ouvrier, oubliant sans doute qu'au moment où le prolétariat et ses organisations restées fidèles à la révolution (opposition de gauche comprise) se cherchaient, c'est précisément le stalinisme qui les réprima féroceement partout. Etre reconnu par le stalinisme, c'est être reconnu comme force anti-prolétarienne et anti-révolutionnaire, ni plus ni moins. C'est bien ce que le trotskisme mérite, car c'est ce qu'il est. "Le gouvernement de gauche sans ministres bourgeois" qu'il réclame, c'est un gouvernement policier qui réprimera avant tout la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire, et par conséquent sa fraction la plus claire et la plus décidée.

Quant aux authentiques organisations révolutionnaires, elles doivent essayer d'être le plus précis possible dans l'utilisation des qualificatifs pour ne pas se laisser emporter par la phraséologie ambiante, ce qui ne ferait que compliquer des choses qui doivent rester simples (par exemple ni le P"S" ni le P"C" ne sont réformistes ou opportunistes, à moins de considérer le capitalisme lui-même comme tels, ce qui serait le comble de l'absurde). Ceci étant, le mouvement révolutionnaire ne se contentera pas de mettre les points sur les i. Sa revanche historique sera proportionnelle à ce qu'il a enduré. Sans demi-teinte, et sans demi-mesure il balayera tout ce qui fera obstacle à l'émancipation de la classe mondiale exploitée, et donc de l'humanité dans son ensemble.

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de
ALARME CCP n° 151628 U Paris

ABONNEMENTS : ALARME
1 an ... 4 n° ... 20f
L'ARME DE LA CRITIQUE
1 an ... 2 n° ... 30f
ALARMA
1 an ... 4 n° ... 20f

“LA LUTTE QUOTIDIENNE EST L'ECOLE DE GUERRE DU COMMUNISME”

Il en est des révolutions comme de toutes les activités sociales humaines: c'est ce que l'on transforme qui bouleverse l'ordre des choses et le cours de l'Histoire. Ainsi pour la classe ouvrière c'est ce qu'elle fera pratiquement qui la poussera vers son émancipation. Cette pratique sera sociale, ne pourra de ce fait que naître de son aptitude à ébranler immédiatement les rouages de son exploitation salariée, à tendre à rejeter son rôle social de producteur de plus-value pour le seul profit du capital. Mais l'itinéraire qui mène le prolétariat à la conscience du but final de son action révolutionnaire, à la destruction des frontières, de l'Etat et du salariat, cette route là est semée d'embûches. Aussi est-il nécessaire et vital que la classe ouvrière, cette masse qui porte en elle un avenir pour l'humanité, initie sa lutte par une remise en cause quotidienne de sa misérable condition. Elle doit reconnaître et détruire ses ennemis, des syndicats aux patrons et à l'Etat en passant par les pseudo partis ouvriers qui détruisent son potentiel révolutionnaire de l'intérieur; elle doit jeter les bases de son combat de classe en attaquant le capitalisme en son point névralgique: l'accumulation, le profit qui perpétuent sa domination sur tous les aspects de l'existence. Dans cette perspective, si il est aussi prétentieux que stupide de fixer un programme achevé au prolétariat, il est par contre indispensable de mettre en avant des revendications pour une réelle lutte de classe. Ces revendications ne sont pas le fruit d'un radicalisme ouvrieriste ou dogmatique, elles ne sont que l'expression de la conscience communiste de l'avant-garde prolétarienne; elles figurent l'aboutissement des différentes victoires et défaites du mouvement ouvrier, une synthèse de son développement théorique et pratique. En ce sens refuser de porter en avant de tels mots d'ordre pour le prolétariat, c'est laisser le champ libre à tous ses ennemis en ne créant pas une ligne de démarcation sociale nette et sans appel !

La conscience de classe du prolétariat trouve son expression révolutionnaire ni de manière spontanée ni de manière inévitée. En tant que classe dépossédée de tout, sa conscience révolutionnaire s'affirmera par l'ampleur des réalisations sociales et politiques qu'elle opposera à la société capitaliste, à sa propre exploitation: c'est un acte politique qui se construit sur la réappropriation sociale de sa propre existence, des moyens de la produire et de la reproduire. Si la prise du pouvoir politique est le moyen indispensable pour la construction du communisme, elle ne peut se concevoir qu'en brisant la séparation entre politique et économique, en brisant toute opposition entre ville et campagne, entre individu et communauté. Dans le cas contraire la classe ouvrière se condamne à retrouver d'autres maîtres, d'autres serviles fonctionnaires du capital pour lui repasser le collier de l'exploitation salariée au cou. Cette exploitation est le point de croissance du capital; c'est donc directement à ce niveau que doit croître la lutte des prolétaires, lutte quotidienne qui sera le creuset des luttes subversives. C'est donc avant de telles luttes radicalisées qu'intervient la nécessité de contre-carrer la dynamique capitaliste par des revendications capables de démythifier et raser son idéologie de soumission à l'économie, à la démocratie et à la marchandise ! C'est par le contenu de ses luttes qu'elle y parviendra, parce que la révolution à venir est une révolution qui est la négation sociale de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme, la fin de la séparation de la société en classes et ne peut être que l'oeuvre d'une classe qui devra s'affirmer pour se détruire et libérer l'humanité.

Le Ferment Ouvrier Révolutionnaire, dans sa brochure " Pour un second manifeste communiste ", publie un chapitre intitulé : " les tâches de notre époque "; Ces tâches représentent les matrices des revendications que la classe ouvrière devra mettre en oeuvre pour en finir avec la misère sociale de sa condition de tra-

vaillieur aliéné. Ces revendications que nous avançons à notre classe, cette classe dont nous sommes partie intégrante et non spectatrice, n'ont rien d'un programme de transition, elles ne sont pas un quelconque pont entre un programme minimum et un programme maximum comme se voulait le Programme de Trotski qui dès sa naissance n'avait alors rien de subversif; il ne tenait pas compte du niveau de contradiction entre forces productives et rapport de production qui rendait caduques toutes tentatives d'aménagements de la condition ouvrière sous le capitalisme, caducité entérinée par le prolétariat lors de la vague révolutionnaire de 1917/1937. Le programme de transition ne constitua jamais la remise en cause de l'accumulation capitaliste, il n'en était que le prolongement.

Les "tâches de notre époque" représentent la continuité historique de l'expérience de la lutte de classe depuis le début de cette même vague révolutionnaire de 17/37, vague révolutionnaire qui mettait la seule révolution communiste à l'ordre du jour et avec elle des revendications nouvelles quant aux luttes immédiates du prolétariat. Si à l'époque du capitalisme ascendant correspondaient des revendications qui restaient sur le terrain capitaliste (ce qui n'implique pas que la révolution communiste ne pouvait se produire dans cette période et que l'abolition du salariat ne constituait alors qu'une simple phrase creuse : ce serait dans le cas contraire faire fi de la subjectivité prolétarienne indispensable pour la lutte subversive) dans la période de décadence du capitalisme en tant que système de civilisation, correspondent de nouvelles revendications reléguant au placard la lutte pour des droits civiques, des menées syndicales ou de réformes quelconques. Tout ce qui était compatible entre capital et intérêts du prolétariat s'est trouvé de fait dépassé par le besoin de la révolution communiste et des seules tâches capables de la réaliser. Comprendre le besoin de ce type de revendications est vital, non pas uniquement pour la classe ouvrière, mais aussi pour tous ceux qui en sont à l'avant-garde (ou se l'imaginent) car elles permettent de délimiter sur le terrain, d'un point de

vue de classe, la lie contre-révolutionnaire du mouvement communiste; au risque pour ceux qui n'en sont pas convaincus de sombrer dans le propagandisme béat ou la déliquescence activiste en passant par toutes les formes de l'opportunisme.

Si l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes il ne faut pas oublier que leur avant-garde en sera partie prenante, c'est dire que rien ne justifie que cette même avant-garde agisse différemment en période de paix sociale ou en période révolutionnaire. C'est justement un de ses devoirs en tant que fraction plus consciente du prolétariat que de poser clairement des alternatives politiques et sociales à l'exploitation et la misère capitaliste. C'est pour cela que la classe ouvrière devra aujourd'hui et demain viser directement à la destruction de rapports de production inhumains dès les premières heures de la subversion. Dans cette optique, elle s'appropriera la base matérielle nécessaire à la dictature de classe.

"Les tâches de notre époque" contiennent la réponse aux préoccupations de la révolution communiste, prolongement des préoccupations quotidiennes de la lutte du prolétariat pour sortir du borbier capitaliste. Ces revendications attaquent l'accumulation du capital en même temps qu'elles préfigurent les tâches de la révolution communiste.

En ce sens elles ne sont pas des revendications minimales ou un programme à appliquer par paliers. Elles sont une orientation globale, touchant tous les aspects de la lutte de classes, tout en sachant que face à un mouvement ouvrier de grande ampleur, le capitalisme et le syndicalisme qui lui est irrémédiablement lié, peuvent céder dans l'immédiat pour empêcher la subversion totale de la société, c'est-à-dire la destruction de l'Etat capitaliste, et la dictature de la classe qui était dépossédée des moyens de production et donc de distribution. Tant que le prolétariat n'aura pas franchi le pas où tout retour en arrière est impossible, il n'y aura aucune garantie de victoire ouvrière. C'est à cette victoire que nous voulons contribuer. A nous révolutionnaires de peser sur les luttes quotidiennes afin que "d'école de guerre du communisme", elles aboutissent à la transformation totale de la société divisée en classes.

La déroute trotskyste et le mouvement communiste

AVERTISSEMENT : cet article a été écrit avant que nous prenions connaissance de deux critiques concernant le FOR, parues dans Accion Proletaria organe du CCI en Espagne. Compte tenu de la nature des attaques et du contenu de notre article, le CCI pourrait très bien s'imaginer qu'il tient là une réponse. Soit, nous n'avons pas le choix, mais nous insistons pour que soient pris en compte la Totalité de nos positions et notre volonté de ne pas nous diluer dans des procès d'intention particularisés. L'esprit honnête complètera lui-même les manques d'une polémique dont nous ignorions le caractère si officiel et somme toute si mesquin. D'ailleurs c'est ce dernier qui nous interdit de retoucher notre article car notre point de vue s'en trouve grandi.

Parlez de l'organisation parmi ceux qui rompent avec le trotskisme et vous trouverez souvent quelqu'un pour dialoguer à l'infini. Mais malgré les apparences cet intérêt disproportionné voué à l'organisation plutôt qu'aux idées n'est pas le fruit de polémiques ancestrales généralement ignorées. Non, cette faiblesse résulte, pour une bonne part, de la faillite du trotskisme en tant qu'opposition révolutionnaire au stalinisme.

En effet depuis l'abandon de l'internationalisme prolétarien lors de la seconde guerre mondiale, un dilemme surgissait puis s'imposait aux organisations trotskistes qui occultaient la puissante contre-révolution stalinienne pour justifier leur opportunisme. Brisant l'espoir d'une imminente révolution mondiale, dès lors, ou bien ces organisations disparaissaient, ou bien elles se transformaient en de véritables petits appareils comparables aux partis staliniens quant au bourrage de crâne anti-communiste. Dans le second cas, tant l'insoutenable et persistante défense de l'Etat russe comme Etat "ouvrier" destiné à la perpétuelle dégénérescence, que les manœuvres et les intrigues favorisées par le centralisme démocratique, témoignent de l'extinction du potentiel révolutionnaire au sein du trotskisme. L'histoire incarnée par une nouvelle génération ne retiendra que ces conséquences et le désarroi idéologique se confondra avec le culte de l'organisation et l'idolâtrie des chefs géniaux nouvellement découverts par les différentes IV internationales dans le marais nationaliste stalinien.

Ainsi s'explique qu'à l'intérieur puis à la périphérie du trotskisme, la réaction à l'embrigadement capitaliste derrière le Parti-Etat russe se manifestera par l'anti-militantisme, la marginalisation et la négation de la lutte de classe.

En résumé le trotskisme adultéré figeait l'univers théorique de la nouvelle génération autour de l'alternative : la IVe internationale (dégénérée) ou le néant. A présent nous comprenons mieux la prédilection pour le thème de l'organisation à partir duquel les trotskistes en rupture de sacerdoce prétendent non seulement comprendre la contre-révolution capitaliste d'Etat, mais aussi dégager une nouvelle perspective révolutionnaire. Disons le de suite, contre ce qu'ils croient, c'est exactement l'inverse d'une démarche révolutionnaire, car l'organisation communiste est avant tout le produit historique de la lutte de classe et de ses échecs interprétés correctement. Négliger la lutte de classe et la restreindre à des conceptions organisationnelles conduit, en amont, à ne pas souligner le caractère strictement politique de la révolution prolétarienne en Russie, et par contrecoup celui de la contre-révolution stalinienne. Autrement dit nos ex-trotskistes contournent la base matérielle de la contre-révolution, c'est-à-dire la non suppression du salariat. Ce faisant ils ne peuvent expliquer la parure socialiste du capitalisme d'Etat russe autrement que comme un maléfice de la bourgeoisie infiltrant le Parti Bolchevik. Ils cloent le chapitre sans rien expliquer car quiconque se

demande comment la bourgeoisie pouvait ainsi s'auto-éliminer tant il est vrai que le Parti Bolchevik la réduisait à néant. De plus quand, pour se dérober à notre critique, les ex trotskistes déplacent leur incompréhension à l'échelle internationale, ils nous laissent sous-entendre que la bourgeoisie s'amputait volontairement pour sauver sa domination mondiale. Essayez-donc de faire comprendre la politique contre-révolutionnaire du stalinisme mondial avec de telles bêtises !

C'est impossible ! Par

consequent en aval, impuissants devant une classe ouvrière abattue par une contre-révolution incomprise, nos ex trotskistes sont tentés de créer une organisation à partir d'une nouvelle mystique de l'homme opposée soi disant à la perfidie de l'idéologie bourgeoise. Cette dernière étant de plus en plus privée de son incarnation dans la bourgeoisie par le capitalisme même, nos ex trotskistes combattent un fantôme. En un mot, de concert avec le système dominant, ils organisent la débandade idéologique et la rupture avec la lutte de classe.

Contre cette désertion rangée, nous voulons rétablir, par la suite, une méthode d'investigation qui, au delà du bagage théorique individuel de départ, permette à chacun de se débarrasser des cadavres encombrants de la lutte de classe afin de combattre efficacement le capitalisme. Nous dessinons ainsi notre ambition de créer une organisation ouverte à la totalité du prolétariat révolutionnaire, compris comme la classe qui éliminera, elle-même, les vestiges du vieux monde, en commençant par sa propre existence de classe exploitée maintenue dans l'ignorance et le suivisme par d'éternels guides spirituels.

Sur ce terrain de l'organisation, nous n'accepterons aucune leçon de ceux qui, comme nous l'avons vue, réduisent le mouvement communiste à des schémas organisationnels censés, à eux seuls, immuniser la révolution à venir contre les dangers d'une restauration capitaliste. En plus du trotskisme en décomposition, nous accusons aussi les organisations révolutionnaires qui véhiculent doctement cette faiblesse, et ceci pour deux raisons dont l'une est étudiée dans "Parti-Etat, stalinisme, révolution". La première raison donc, et somme toute la plus sérieuse, c'est la confusion qu'ils commettent entre la contre-révolution stalinienne et la restauration bourgeoise. Nous les renvoyons à nouveau à cette révolution russe dont la simple mention entraîne toujours une sorte d'hystérie collective.

En effet seul l'examen de cette révolution et des conceptions révolutionnaires prévalant pour tous à l'époque, permet d'introduire la cohérence dans l'étude de la contre-révolution. Nous écarterons donc la question de l'organisation déjà contreversée et nous admettrons que l'identification désastreuse du Parti bolchevik à la classe ouvrière (voir Cronstadt) n'aurait pas pu être liquidée par la simple revendication de la démocratie ouvrière. Ceci expliquant cela, rappelons plus fermement ce que tous admettaient, à savoir que la révolution russe n'était pas immédiatement une révolution socialiste. Autrement dit, elle ne supprimait pas le rapport Capital-Salariat obligatoirement défavorable au prolétariat, conditionnant cette tâche à l'extention de la révolution dans le monde. Dans l'attente le capital changeait simplement de propriétaire, et passait entre les mains de l'Etat rapidement confondu au Parti bolchevik, qui avait pris la responsabilité de diriger la révolution prolétarienne. Cependant tous les révolutionnaires comprenaient que cette situation était instable et qu'elle ne manquerait pas de se retourner contre le prolétariat, en l'absence d'une révolution mondiale. Mais justement parce que la bourgeoisie nationale avait été expropriée et anéantie au profit de l'Etat, aucun n'imaginait le Parti bolchevik se transformer en l'avant garde de la contre-révolution. parce qu'à l'époque, la domination bourgeoise signifiait la domination capitaliste, dans la plus fertile des imaginations révolutionnaires, le Parti bolchevik ne pouvait devenir qu'un agent servil de la bourgeoisie mondiale, mais non l'exécuteur en chef qui en imposerait à cette classe. Tant Trotsky lui-même, plus tard dans l'opposition, que les adversaires de la paix de Brest-Litovsk (à ce sujet nous conseillons la "tragédie russe de R. Luxembourg) ne dépassèrent pas cet effort de la pensée. C'est pourquoi nous affirmons qu'il est inutile de disséquer le parti bolchevik à travers ses représentants les plus illustres pour comprendre la contre-révolution. Aux moments les plus décisifs de la contre-révolution politique, seul le parti pris pour la révolution mondiale distinguait les révolutionnaires des contre-révolutionnaires. Nous ne reviendrons pas là-dessus sinon pour indiquer le terme de la contre révolution politique en Russie. En renonçant à la révolution mondiale et sous prétexte de réaliser "le socialisme dans un seul pays", c'est le Parti bolchevik, transformé en son contraire sous le poids avant tout de l'isolement et de contradictions de classe non détruites, qui consolida le capitalisme d'Etat en Russie. Quant aux faibles rescapés de la Bourgeoisie, ils seront absorbés, plus tard, lors de

la "collectivisation forcée, et ceci peu de temps avant que le prolongement de la révolution mondiale ne mette en évidence que la contre-révolution n'était pas l'oeuvre de la bourgeoisie, mais celle du stalinisme. Cela nous amène en Espagne où la révolution prit le caractère d'une révolution sociale. Là et de manière consciente le stalinisme s'attachait en premier lieu à détruire les réalisations anti-capitalistes du prolétariat, soit pour réinvestir le pouvoir économique de la bourgeoisie, soit pour concentrer le capital entre les mains de l'Etat en reconstitution. Le prolétariat espagnol, lui, avait compris le rôle du stalinisme lorsqu'il l'affronta en mai 37 à Barcelone. Par quel intérêt boutiquier peut-on aujourd'hui diminuer la révolution en Espagne, alors qu'on enregistre capitulation sur capitulation devant le stalinisme ? Par quel manque de préoccupation peut-on encore parler de domination bourgeoise en Russie ? Enfin par quel goût pour l'absurdité continue-t-on à combattre idéologiquement la bourgeoisie confondue sans souci de contradiction avec la bureaucratie stalinienne ? Nos ex-trotskistes et les organisations révolutionnaires qui les orientent mal perdront la révolution dans cette confusion, à défaut de reconsidérer la contre-révolution stalinienne. Et aucune solution organisationnelle ne les sauveront d'une piteuse copie de la révolution russe, ni plus probablement du renoncement à la lutte de classe pour les premiers.

Quant à la seconde raison pour laquelle nous n'accepterons aucune leçon sur l'organisation, elle vise la pratique actuelle du

prétendu milieu révolutionnaire avant tout soucieux de petite histoire de chaque groupe politique. Considérant qu'il gaspille ainsi quantité d'énergie et de réflexions auxquelles se mêlent de constant abus de langage, nous préférons ne pas développer un tel milieu. Seul un mouvement social d'envergure suscitera l'apparition d'un vrai milieu révolutionnaire. Comme pour le passé, notre référence demeure la lutte de classe à laquelle nous ne substituerons pas l'émulation d'un milieu informe aussi généreux et ouvert soit-il en prétention.

Fidèles à une saine tradition révolutionnaire, nous méprisons les calomnies qui ne manqueront pas de surgir, et nous prenons parti pour la direction des idées claires que nous soumettons à la critique révolutionnaire et non à l'appréciation des coteries.

Telle est notre modeste conception du mouvement communiste, et celui-ci, inspiré par une prochaine révolution sociale, fera jaillir son expression la plus ample et la plus diversifiée dans l'unité de l'ensemble du prolétariat révolutionnaire. Loin de nous l'idée de confisquer cette expression mais loin de nous aussi l'idée de la circonscrire dans des querelles stériles.

Contre les guerres d'écoles qui alimentent ces querelles nous proposons à la réflexion deux citations de révolutionnaires opposés sur la question de l'organisation, mais réunis pour combattre l'opportunisme. Seul le goût du bavardage insiste aujourd'hui sur leurs divergences.

"Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme... La théorie prend une importance encore plus grande pour trois raisons trop souvent oubliées. Tout d'abord notre Parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie et il est loin d'en avoir fini avec les autres tendances de la pensée révolutionnaire qui menace de détourner le mouvement du droit chemin... "

Lénine, "Que faire ?", (1901-1902)

"Toute critique contribuant à rendre plus vigoureuse et consciente notre lutte de classe pour la réalisation de notre but final mérite notre gratitude. Mais une critique tendant à faire rétrograder notre mouvement, à lui faire abandonner la lutte de classe et le but final, une telle critique, loin d'être un facteur de progrès, ne serait qu'un ferment de décomposition..."

Rosa Luxembour, "Liberté de la critique et de la science", (1899)

TERREUR CAPITALISTE ET VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

La vague d'attentats qui passe actuellement nous pose le problème de l'appartenance de classe des terroristes.

Islamistes, OLP, IRA, ETA, etc sont clairement les barbouzes d'états à construire ou construits.

Les organisations terroristes comme les Brigades Rouges, Action Directe, Fraction Armée Rouge, Cellules Combatantes Communistes agissent de fait pour le compte du stalinisme et recrutent des militants sur la base de la révolte individuelle contre cette société. Ils n'ont pas de différence avec les gauchistes, et représentent respectivement l'aspect terroriste et pacifiste d'une même mystification.

Enfin, conséquences d'une accumulation de haine ou de vengeance contre ce monde écoeurant, il existe des actes individuels terroristes de prolétaires, dont nous avons déjà pu parler. Bien qu'erronés à cause d'un isolement complet de tout mouvement réel et dont pour le moins inopportuns, ils ne peuvent être mis dans le même sac que les autres.

La violence complaisamment étalée pour chaque bombe qui éclate masque tout juste celle, permanente et croissante, sur laquelle repose cette société. Le terrorisme, qualifié d'aveugle et barbare, s'attaque spectaculairement à d'innocents citoyens (parfois mais plus rarement à de moins innocents : flics, journalistes, juges, patrons... sortez vos mouchoirs !). Tous les jours le capital massacre des milliers d'hommes par des accidents de travail, les guerres, famines, maladies, catastrophes industrielles ou prétendument naturelles, etc... Tous les jours, en espérant que ce sera pas le dernier, des milliards d'hommes sont contraints de mourir un peu plus au travail ou au chômage pour survivre jusqu'au lendemain.

Sous peine de mort, il nous faut travailler ou subir le chômage, sans regimber, sans protester contre l'existence et l'organisation démentielle du capital.

Face à une bombe qui explose, la police défendra les citoyens et encore, à condition qu'ils se transforment eux-mêmes en délateurs, en flics. Mais face aux usines à Bophal, aux accidents de travail ou au chômage, les prolétaires qui se rebellent seront impitoyablement réprimés, pourchassés, tabassés, torturés, etc.

Dans le cas du terrorisme, l'essentiel pour les forces capitalistes, c'est d'abord de cacher que tous les rapports qui sous-tendent la société sont des rapports de violence, latente tant qu'ils ne sont pas remis en cause, déchaînée dès que l'Etat soupçonne un danger pour sa stabilité.

Ensuite, il faut (et ni les médias, ni les partis, ni les syndicats n'y ménagent leur peine) cacher que cette violence n'est généralement pas une source de danger pour le capital et surtout faire croire que les fous de Dieu ou le "chef de la révolution lybienne" représentent la lutte révolutionnaire contre la démocratie capitaliste et même l'ensemble du capitalisme mondial.

Tout ceci pour mystifier les prolétaires. En effet, c'est bien le capital le premier terroriste "international" qui pratique la terreur de masse (guerres, catastrophes, flicages en grand, déportation, ...) ou la terreur individuelle (bombes de diverses origines et qualités à Paris ou en Nouvelle-Zélande, à Rome ou à Beyrouth).

Les groupes terroristes que l'Etat (quelque soit sa forme) utilise constituent ni plus ni moins des fractions des armées nationales engagées dans les guerres inter-impérialistes. L'intrusion de tels groupes ou de leurs commanditaires dans les luttes marque un recul ou une défaite de celles-ci.

Certes les mineurs britanniques n'ont pas été battus par Khadafi tout seul mais le simple fait d'accepter que leur caisse soit financée par un directeur d'agence militaire capitaliste les engageait, bon gré mal gré, à cautionner l'image "révolutionnaire" d'un vulgaire mercenaire en l'occurrence stalinien. Au lieu de se laisser intégrer dans un appareil de guerre impérialiste le prolétariat doit opposer et imposer sa violence de classe, ses expropriations, ses attaques, etc., en dehors de et en rejettant tout soutien d'une ambassade "pro-ouvrière" en particulier lorsqu'il passe par les caisses des syndicats, qui plus est généralement affidés au même bloc impérialiste.

Lorsque le prolétariat agit sur son terrain de classe, les propositions d'un Khadafi, les bombes d'une IRA ou ETA, les prises d'otages de religieux hystériques deviennent inconcevables, ridicules même.

Au contraire ce terrorisme, même s'il emprunte au prolétariat certaines de ses méthodes (1) se nourrit de la retombée ou de la faiblesse d'un mouvement et agit contre lui au moindre faux pas, en tant qu'agent de l'Etat.

Réciproquement, comme en Espagne entre 1974 et 1976, lors des grandes luttes qui marquèrent ce qu'il est convenu d'appeler la "transition démocratique", et où les prolétaires démontrèrent leur grande capacité d'organisation et d'imagination, ainsi qu'une grande combattivité, le terrorisme capitaliste se trouva mis entre parenthèses. En particulier les ouvriers prirent le contrôle de Vittoria, au pays basque, en dehors bien sûr de tout encadrement syndical, et l'ETA, sur le sol sacré de sa patrie, se garda bien de montrer le bout du nez ; elle ne fut d'ailleurs jamais invitée à le faire par les prolétaires à leur rendre service', ceux-ci sentant trop bien le fossé de classe les coupant de celle-là.

C'est seulement par la force, par les armes, que l'on pourra briser les forces qui défendent le capital. Mais le fait qu'à certaines phases de la lutte révolutionnaire on pourra ou devra effectuer des actes violents pour lesquels on ne consultera pas l'ensemble de la classe, comme complément à d'autres méthodes dans un mouvement de classe, n'a précisément rien à voir avec le terrorisme capitaliste.

Les objectifs immédiats et la nature des actions que la classe ouvrière accomplit sont soumis à l'objectif de prise du pouvoir et de transformation de la société pour supprimer les classes. Ce mouvement est le développement d'une guerre de classes, menée d'abord par des minorités et qui va s'amplifiant.

Dans cette guerre et pour réaliser ses tâches, le prolétariat ne peut renoncer a priori à l'utilisation de toutes les armes, toutes les formes de violence qui peuvent lui être nécessaires.

Ce qui distingue la terreur bourgeoise de la violence prolétarienne et la dictature du prolétariat, c'est la soumission de l'emploi de la violence, de la force, à des buts différents, et partant, c'est cette différence qui façonne l'usage de la violence. En particulier le fait que le prolétariat au pouvoir ne soit pas une nouvelle classe exploiteuse, fait ressortir ses victoires généralement magnanimes comparées aux hideux bains de sang généralisés du capital triomphant.

"Et surtout les milices ouvrières prennent en charge la lutte contre les militaires : quatre jours après la fin des combats à Barcelone une colonne d'ouvriers en armes part, sous la direction de Durruti, pour libérer Saragosse. Elle avancera en Aragon comme une armée de libération sociale, appliquant la méthode de l'anarchiste italien Malatesta : s'emparer d'une ville ou d'un village, y mettre les représentants de l'Etat hors d'état de nuire

présentants de l'Etat hors de nuire et inciter la population à s'organiser par elle-même.' Je n'ai pas le moins du monde l'intention de donner ici une vision idyllique. Cela ne fut pas toujours fait sans conflits, sans erreurs, voire crimes, mais cela fut fait.

*C.Semprun-Maura: Révolution et contre-révolution en Catalogne. P.30.
"Ed. d'aujourd'hui"*

De plus, il y a une autre différence dans l'emploi de la violence entre prolétariat et capital. En effet, à la différence des autres classes révolutionnaires du passé, le prolétariat n'est pas une classe consciente en permanence et en majorité de ses buts, de son histoire, et de ses moyens. Aussi, les explosions de violence ouvrière ne se caractérisent-elles pas par le degré de violence auquel a recours la classe mais bien par le degré de conscience qui modèle l'emploi de la force. Et cette conscience se manifeste bien sur par le degré d'organisation auquel parvient le prolétariat dans son affrontement avec le capital, et qui permet de définir avec rigueur les cibles à abattre, les mesures à prendre et les tâches à réaliser. La force, la conscience et l'organisation du prolétariat sont indissolublement liées et se renforcent mutuellement à l'opposé du capital, qui sépare strictement et hiérarchiquement la force d'avec la conscience et l'organisation. C'est pour cela que les révoltes les plus violentes des prolétaires, malgré leur détermination à s'affronter avec certaines des forces de police, restent sur le terrain du capital, n'arrivant pas encore à se doter d'une organisation indépendante dirigeant le combat vers le renversement du système capitaliste.

On peut donc dire que le "profit" que fait le capital des attentats mentionnés plus haut, c'est de se présenter comme vierge et martyr de la violence d'une part ; d'autre part d'assimiler toute violence "privée" à ce terrorisme capitaliste ou au mieux imbécile.

Les communistes se doivent donc de réaffirmer que la lutte de classe est violente, qu'aujourd'hui la violence est exercée par l'organisation de la classe dominante dans cette lutte : l'Etat capitaliste, dont la répression de la classe dominée s'effectue par l'intimidation et la brutalité.

Le renversement de la situation actuelle est donc un processus au cours duquel la classe dominée renverse le rapport de force existant, acquière la conscience de ce qu'elle est historiquement et s'organise afin de dominer la société, exercer le maintien de son pouvoir jusqu'à ce que les mesures immédiates de transformation des

rappports de production rendent irréversible tout retour en arrière.

Au cours de ce processus mondial, qui s'enclenche forcément minoritairement, les prolétaires en lutte auront à utiliser toutes les armes qu'ils auront à leur disposition et qu'ils se donneront.

Toute ressemblance avec le terrorisme capitaliste de groupes particuliers est le fruit de la propagande du Capital.

(1) Dans les années 70, les groupes comme Prima Linea ou Lotta Continua utilisèrent des méthodes comme les "jambisations" consistant à tirer dans les jambes des contre-maîtres ou des jaunes comme les prolétaires l'avaient fait en 1968-69. P.L, L.C, ou les Brigades Rouges ; bien que se réclamant formellement du prolétariat, n'ont jamais été que des groupes staliniens, au service direct ou indirect de l'Etat, italien ou russe.

GUERRILLA: ESCROQUERIE POLITICO-MILITARISTE

Depuis qu'ont éclaté les deux conflits mondiaux de 1914 et 1939, la phrase de Clausewich "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens" n'a fait que se confirmer. Lors de la 1^o bouche-rie de 1914 à laquelle s'opposa la révolution russe de 1917—première étincelle de révolution socialiste mondiale— l'échiquier géopolitique mondial se trouve bouleversé. Les pays colonialistes dominants tels la France, l'Angleterre ou la Belgique, le gratin du capitalisme international se verra supplanter par la Russie et les USA qui s'affirmeront comme les deux nouvelles grandes puissances mondiales. Au cours de cette période les Bolchéviks devront faire face à la poussée, parfois artificielle, de mouvements de libération nationale au sein de l'ex-empire tsariste. La Pologne et la Finlande entre autres illustreront la théorie de l'Auto-détermination des peuples tant défendu par Lénine contre les critiques correctes de Rosa Luxemburg et d'autres sociaux-démocrates de l'époque. Avant la première guerre mondiale, les intérêts de la bourgeoisie en ascension déclanchèrent des guerres ou provoqué des luttes de libération nationales contre les entraves locales qui empêchaient que l'hégémonie capitaliste basée sur le rapport capital/salariat puisse s'imposer mondialement sur des territoires constitués par des frontières nationales. L'impulsion de guerre de guérilla, de conspiration n'ont donc aucune valeur révolutionnaire en soi, mais ont été et sont aujourd'hui les instruments par excellence de domination d'une classe sur une autre. Cela dit il faut préciser que le système capitaliste au XVIII^o siècle était progressiste par rapport au système mercantiliste féodal, et il justifiera le soutien prôné par Marx et Engels à la bourgeoisie et ceci uniquement dans le but d'aider à la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire par la socialisation mondiale du rapport de production capitaliste..

Ainsi la guérilla n'a jamais été une manifestation de la lutte de classe prolétarienne; c'est un instrument que les administrateurs du capitalisme de l'Est et de l'Ouest utilisent dans la guerre inter-impérialiste qu'ils se livrent sur la planète par états interposés. Cette guerre concurrentielle représente de plus en plus la surexploitation capitaliste et la tendance du capital à se concentrer sous sa forme la

plus brutale: le capitalisme d'état. La guerre de guérilla a été une redécouverte pour le mouvement trotskiste qui, pendant la guerre 39/45, prendra le maquis pour soutenir la démocratie bourgeoise contre le fascisme. L'internationalisme prolétarien tant défendu par Trotsky et la IV^o Internationale sera trahi par la majorité des sections L'abandon de cette chère conquête au mouvement ouvrier mènera les trotskistes à la dérive. Tandis que des prolétaires se battent et meurent sur les champs de bataille capitalistes, trotskistes et stalinens parlent de Patrie, Résistance, guerre de libération nationale etc...! En Amérique même, loin de la guerre, le SWP de Cannon capitulera en faveur de l'Amérique démocratique contre les "méchants" fascistes de l'Axe, rejoignant les P. Frank, Michel Raptis (Pablo) et tant d'autres en Europe.

Toute la direction de la IV^o Internationale succombera aux chants de sirènes de la Démocratie et se mettra à ses genoux. Ne voulant ni reconnaître ni rectifier la politique de clique qui s'emparait de la IV^o Int. sa trahison à l'Internationalisme prolétarien et sa position fausse et figée de soutien à la Russie comme un état ou-socialiste l'amènera de manière naturelle en dehors et contre la révolution. Cet internationalisme prolétarien est justement la négation de la défense d'un camp capitaliste pour un autre; à l'instar de la révolution espagnole qui lutta autant contre le fascisme que contre la République, le prolétariat n'a d'autre alternative que de transformer la guerre en guerre civile ou retomber dans l'un des camps capitaliste. Seul le défaitisme révolutionnaire est la voie prolétarienne pour la révolution, défaitisme qui est une des manifestations tangibles de la solidarité internationale des prolétaires par delà les frontières des patries qu'on leur demande de défendre. Le soutien au stalinisme se confirmera d'ailleurs au 1^o congrès de la IV^o Int. en 48, directement contre l'intérêt de la classe ouvrière. Les différentes tendances au sein de la IV^e int capituleront (à l'exception de la section espagnole) ainsi chacune à leur manière vis à

vis du stalinisme. Michel Raptis alors secrétaire de la IV^e Int. proposera de façon directe l'entrisme au sein des PC dans les années 50. D'autres proposeront la participation directe à la gestion capitaliste, notamment les troskistes de Ceylan dans un gouvernement d'Union Nationale, et ainsi de suite, en passant par le soutien aux mouvements de libération nationale pro-russes à la guerre de Corée jusqu'à l'Indochine du bourreau Ho-Chi-Minh coupable de l'extermination de milliers de communistes vietnamiens et pour lequel les trotskistes de la tendance spartaciste réclameront l'octroi de bombes atomiques.

Comme nous venons de le montrer, le mouvement trotskiste des années 60 n'a rien inventé lorsqu'il a apporté son soutien enthousiaste au gouvernement de libération nationale de Fidel Castro. Les Hanse-Maitten, Lambert, Gilly et Lutte-ouvrière capituleront devant le stalinisme castriste et plus particulièrement le Secrétariat Unifié qui lors du 9^e congrès de la IV^e Int. proclamera la nécessité de réaliser la révolution par l'intermédiaire de la guérilla. Pour ce qui est de la guérilla en Amérique lati-

ne elle doit son essor à la prise du pouvoir par Castro. Néanmoins rappelons que la guerre de guérilla fut utilisée au Pérou et Chili contre la couronne espagnole, peu avant la libération nationale du début du XIX^e siècle; en cette période commence l'ère républicaine avec son cortège de coups d'état militaires, d'insurrections armées de caciques qui précéderont toute une époque de troubles. Ainsi dans les années 60 des groupes armés contrôleront de vastes zones: Venezuela, Colombie (et son idôle Camilo Torrès) etc. ces groupes réclamaient simplement un partage du pouvoir plus équitable et l'accès capitaliste à des secteurs plus vastes de la population privée de droit de citoyenneté. Tous ces groupes guérilléristes demanderont aux politiciens une série de réformes du système capitaliste-nouvelle constitution, répartition de la terre aux paysans- en échange de quoi ils déposaient les armes. Par exemple la prise du pouvoir par le mouvement du 26 juillet de Castro avait comme programme de départ ces réformes et le sauvetage de la continuité des intérêts capitalistes. La guérilla castriste aura le soutien de l'armée et des USA pour chasser Battista; il

faut rappeler que la junte qui prendra le pouvoir à La Havane était composée d'un avocat-Fidel Castro- et du président de la banque de Cuba entre autres. Dans l'optique de rester fidèle aux USA différents émissaires seront envoyés pour obtenir la bénédiction définitive de l'Oncle Sam, mais en vain. Castro prouvera ainsi par la négative l'impuissance à s'abstraire de la guerre inter-impérialiste sans un programme internationaliste prolétarien, et il se tournera alors vers la version russe du capitalisme d'état.

Pour les trotskistes s'ouvre alors une nouvelle ère de capitulations, particulièrement du Secrétariat Unifié de la IV^e Int. Celui-ci va soutenir Cuba et la clique staliniste de Castro et Ché Guévarra contre le "diable" US; Castro fera appel à une conférence internationale-la Tricontinental- afin de créer des foyers de guérillas sur toute la planète. De même l'OLAS (organisation latino américaine de solidarité) créée pour l'Amérique latine pour faire pression sur les USA se proposera les mêmes buts. En échange de déposer les armes et en acceptant que Cuba passe dans la zone d'influence russe, la guérilla sera abandonnée à la demande des USA. Ainsi à part la participation de Che Guevarra à la guérilla bolivienne-"envoyé de Cuba"- les groupes guérilléristes pro-cubains seront orphelins dès leur naissance; cependant pour la racaille trotskiste, Cuba sera un état ouvrier-mais déformé- non stalinien et qui devra être défendu d'autant plus qu'il appelait à la guérilla, démonstration par les troskistes opportunistes et ridicules d'un certain internationalisme!

De nombreux groupes guérilléristes luttant pour la libération nationale rejoindront les rangs castristes staliniens sur le continent. Pour la plupart ils changeront simplement de bloc impérialiste et se tourneront du côté russe contre les intérêts américains, non parfois sans réserve. Au Nicaragua aux origines du front sandiniste on trouvait des propriétaires fonciers rivaux de Somoza, des chrétiens et des paysans qui revendiquaient déjà à l'époque un partage plus équitable du pouvoir politique et économique; ils critiquaient Castro parcequ'il était tombé aux mains de la Russie, mais en même temps le regardaient comme la projection de leur propre destinée. Au Pérou, le groupe APRA rebelle scission de l'APRA pro-USA, deviendra le MIR pro-cubain et impulsera une guerre de guérilla au centre du Pérou avec comme programme la nationalisation des entreprises américaines et la répartition de la terre à ceux qui la travaillent. Il faut

ajouter que le mouvement de guérilla ou de libération nationale essentiellement développé et entretenu par le capitalisme d'état russe, n'en connaît pas moins des adeptes pro-USA et notamment dans les pays qui cherchent à se libérer du stalinisme pour se tourner vers le "libéralisme" occidental ou y revenir: le groupe Unitas en Angola, le Honduras et les Contras ou l'Afghanistan et la résistance kurde.

La guérilla, qu'elle soit urbaine, d'expression individuelle ou collective, par prise de contrôle d'une région pour l'encerclement de la ville par la campagne, qu'elle apparaisse, prétendument, pour contribuer à la prise du pouvoir par le prolétariat n'a rien à voir avec la lutte de classe du prolétariat pour l'instauration du communisme. Le mot clef pour la classe ouvrière est celui d'auto-organisation sur un programme dont le contenu attaque directement le capital

et son accumulation. Auto-organisation qui aura comme base les anciennes organisations révolutionnaires ou la vaste activité de nouvelles organisations démontrant que le prolétariat lutte sur son terrain. Ces organisations communistes conflueront dans le mouvement en une seule expression vers le communisme où la classe ouvrière cessera d'être dépourvue de la richesse qu'elle produit et par là même disparaîtra en tant que classe exploitée. Le prolétariat quand il agit sur son terrain, le fait comme un mouvement qui nie l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire qu'il vise à la destruction du rapport

capital/salariat et au contraire à la socialisation de la production et de la distribution. Les exemples historiques sont nombreux: Commune de Paris, révolution russe et révolution allemande, révolution espagnole et d'autres tentatives plus restreintes comme les Cordons Industriels au Chili. De ce fait la classe ouvrière n'a nul besoin dans sa lutte pour le pouvoir, pour la révolution sociale de quiconque veut se substituer à elle, prendre la parole en son nom, guérilleros en tête! Rien, absolument rien ne peut justifier la guérilla aujourd'hui: elle est réactionnaire et contre-révolutionnaire, dangereuse pas uniquement par sa forme mais surtout par son contenu politique.

Donc, si une fois encore le poids de la contre-révolution stalinienne est si fort, c'est grâce au travail de sape effectué par les trotskistes par le soutien qu'ils apportent à la Russie et ses satellites comme états ouvriers déformés ou dégénérés. Leur capitulation dans la défense de la patrie (les maquis) et l'abandon de l'internationalisme prolétarien les rend responsables de la difficulté qu'éprouve une frange importante de prolétaires de rompre avec l'idée d'une quelconque patrie socialiste et de voir le stalinisme comme le capitalisme sous sa forme étatique. En résumé la trajectoire contre-révolutionnaire trotskiste s'inscrit ainsi: pendant la guerre prise du maquis nationaliste, hier le guérillérisme et aujourd'hui défense de la démocratie!

Les gauchistes (trotskistes essentiellement) et tous ceux qui se réclament de la mouvance communiste, et qui font appel à de pseudo-nouvelles formes de luttes - guerrillas, révolutions colonialistes, pacifisme etc... totalement capitalistes - pour l'avant garde prolétarienne; tous ceux qui prêchent de manière fétichiste en faveur de vieilles formes d'organisation - soviets, conseils ouvriers etc... - pour préserver la révolution de la dégénérescence, ceux-là n'ont donc rien compris à la lutte de classes, car le prolétariat dans son combat historique contre les rapports sociaux de production capitaliste, créera l'organisation la plus adéquate aux nécessités révolutionnaires pour l'assaut du pouvoir. Cette créativité de la classe qui doit émanciper l'humanité, forgera le succès de la révolution socialiste mondiale et évitera la transformation de celle-ci en contre-révolution sous la forme la plus décadente aujourd'hui, le capitalisme d'Etat.

La révolution communiste et la lutte quotidienne du prolétariat sont indissolublement liées par le contenu de ces luttes, et non pas par l'attachement à des formes d'action.

Dépôt légal 1er semestre 86

Directeur de la publication
Pierre Maréchal

Commission par. n° 61890

Moscou: Le 27^e congrès...

Le 27^e congrès du P"CC" s'est tenu en Russie et le mot d'ordre d'"efficacité" a été martelé à la tribune par le sémillant jeune premier arrivé au sommet à la force du poignet. Il peut sembler bizarre d'invoquer ou même d'évoquer l'efficacité au pays du 'socialisme réel' mais le 1^{er} vice-président du conseil des ministres, président du Comité d'Etat à l'Agriculture (Gosagroprom) a précisé le domaine d'application de l'efficacité pour les misérables ignorants que nous sommes:

"Il faut utiliser de façon efficace des leviers tel que les prix, le profit, la rentabilité"

(Discours du 3 mars à Moscou et non à Washington)

En clair il faut augmenter la rentabilité et baisser les coûts de production afin de faire plus de profit : pour sauver le pays, il faut sauver l'entreprise. Les prolétaires n'ont qu'à bien se tenir : au cours de ce congrès, d'innombrables reproches ont été faits aux cadres du Parti pour leur mauvaise gestion, leur vénalité, leur corruption même, pour la mauvaise qualité des produits industriels et autres, etc. Si ces reproches devaient se traduire en actes, cela voudrait dire que la discipline d'entreprise (dite socialiste) se renforcerait. Cela signifierait une augmentation des contrôles policiers contre l'absentéisme et des sanctions économiques et carcérales pour les saboteurs et autres noyeurs de cadence. Comme ce sont les moyens les plus répandus parmi les prolétaires pour résister à leur exploitation, cela signifie une prochaine augmentation générale de la répression.

Depuis longtemps déjà toute résistance est considérée comme du sabotage ou de la psychopathie. Il s'agit là de moderniser l'économie et d'économiser de la main-d'oeuvre grâce à ces méthodes. Comme tout ouvrier sans travail est suspect et obligé d'accepter n'importe quel travail n'importe où passé un bref délai (un mois, bientôt ramené à trois semaines), on peut penser que c'est le serpent-de-mer "industrialisation de la Sibérie" qui en profitera.

En décrivant des objectifs moins absurdes que les "records" quinquennaux et en critiquant Brejnev, les capitalistes russes confirment la nature de la Russie et la situation des prolétaires là-bas: ce sont des

individus dépossédés de tout sauf de leur force de travail, qu'ils louent au Parti-Etat-Patron en échange d'un salaire, représentation monétaire de cette force de travail qu'ils peuvent ainsi renouveler. En échange ils doivent produire une quantité de valeur plus importante que celle qui équivaut à leur salaire; ce surplus appartient d'emblée au Parti-Etat qui est en même temps propriétaire des moyens de production. C'est là la condition des prolétaires du monde entier, face au Capital, à ceci près qu'en Russie ils ont beaucoup moins de liberté de déplacement (ils sont plus systématiquement déportés) et qu'ils sont, comme l'a souligné le congrès, particulièrement inefficaces, sauf lorsqu'ils travaillent à leur compte comme "artisans" (perruque, lopins de terre, travail au noir, etc.). L'exploitation capitaliste, gérée par le Parti-Etat, doit se renforcer pour hausser le niveau industriel du pays et sa férocité est proportionnelle à sa casi totale inefficacité sauf dans le domaine militaire et pour le pillage des pays satellites.

Le thème des pays frères a été abordé aussi bien sur, comme lors de chaque congrès. A ce sujet, la satisfaction est de rigueur, invariablement tempérée d'un appel à des échanges "toujours plus équitables" en opposition à l'empire du mal (pas lui, l'autre) qui pratiquerait cyniquement ou honteusement un échange inégal avec ses satellites. Ces crapules qui citent Marx et Lénine dans leurs discours, après avoir massacré leurs héritiers, répandent comme de vulgaires bourgeois des lieux communs que les premiers mirent en pièce.

En effet, lorsque les premiers colons s'installèrent outre-mer, ils pratiquèrent d'abord un échange inégal : verroterie contre ivoire et or, là où ils le pouvaient. Là où un important commerce existait (trafic d'esclaves intra-africain par exemple) ils durent s'aligner sur la valeur moyenne des produits échangés. La croissance industrielle et agricole s'est fondée, comme à l'origine dans les pays européens, sur l'expropriation des petits propriétaires, leur concentration et prolétarianisation. Le commerce international s'est développé et a aténué puis arrasé les disparités locales et plus personne n'échange de cacao, d'esclaves ou d'or contre de la verroterie. Le plus pouilleux fonctionnaire du pays le plus pauvre du monde est au courant du

cours international des produits qu'il vend, à leur valeur, en moyenne, pour acheter l'équivalent en moyenne, de produits absorbables par le marché local ou sur lesquels il essayera de spéculer.

Généralement, il s'agit, dans ces zones où le capital est moins concentré (et qui ne sont pas "sous-développées" : elles font ainsi partie du fonctionnement normal du système capitaliste), de production végétale, agricole ou minérale extractive, comprenant presque toujours plus de travail humain incorporé que les productions industrielles contre lesquelles elles sont échangées. Ceux qui produisent la plus grande quantité de produits avec le moins de travail humain pourront réaliser le mieux la vente de marchandises au prix le plus bas sur un marché d'autant plus grand. Et cela est d'autant plus aisé que le capital est plus concentré. Pour les autres, cela signifiera l'expropriation des producteurs locaux qu'ils ne pourront pas protéger politiquement et économiquement (c'est-à-dire la possibilité de défendre des barrières douanières) et la mévente de produits vendus en moyenne à leur juste valeur.

Mais la Russie fonctionne justement d'une autre façon. Au sein du bloc géo-politique qu'elle domine, elle vend surtout des produits agricoles ou industriels mais peu élaborés même militairement. Elle achète à ses satellites du minerai et des produits industriels élaborés. Mais c'est cet échange là qui n'est pas équitable car la Russie fixe arbitrairement, en fonction de son profit, le cours auquel se fait l'échange, indépendamment du cours mondial. Pour ce faire il faut qu'elle s'isole, pour certains produits, ou qu'elle isole les pays du COMECON du marché mondial. Et cela n'est faisable que temporairement, et par la force des armes ou par la terreur qu'elles inspirent. En se protégeant ainsi et en pillant ses vassaux, la Russie démontre son état d'arriération industrielle et agricole, et le vœux pieux émis lors de chaque congrès signifie justement que l'industrie doit s'améliorer et se mettre au moins au niveau de celle de la RDA, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, etc.

C'est cette disparité, compensée par la puissance politico-militaire, qui lui coute tant et l'entraîne dans un cercle vicieux : distraire une grande partie du capital productif pour la production militaire afin de surnager économiquement, et ne jamais réellement s'en sortir économiquement à cause du poids énorme du domaine militaire. Bien qu'à partir d'un autre point de départ,

c'est-à-dire l'effet d'entraînement qu'exerce l'industrie militaire sur les autres branches de l'économie, tous les pays, en fait tout le capital fonctionne de cette façon et parcourt ce cercle qui mène à l'inflation militariste.

Ce poids monstrueux repose bien évidemment sur les épaules des prolétaires. Toute amélioration du fonctionnement économique du capital signifie un accroissement de l'exploitation. En effet en augmentant la productivité, c'est la part de travail non payé qui est augmentée relativement à celle qui produit le salaire. Comme même de la façon la plus indirecte ou lointaine qui soit, on ne peut considérer les ouvriers russes en tant que propriétaires des moyens de production, c'est donc bien l'exploitation la plus capitaliste qui soit que les bureaucrates (c'est-à-dire la couche capitaliste identifiée à l'Etat et propriétaire collective des moyens de production) veulent intensifier.

Aucune argutie ne peut masquer le caractère entièrement capitaliste de la Russie. De plus tout énoncé sur le caractère socialiste de l'économie ou de la société toute entière, est un voile plus ou moins pudique jeté sur la contre-révolution mondiale et féroce anti-communiste qui a surgi de là, contre-révolution politique certes, mais sur la base du réajustement du mode de domination politique sur la base économique, dont les fondements capitalistes n'ont jamais été réellement brisés.

Le poids de la contre-révolution s'est fait particulièrement sentir sur le prolétariat en Russie, dont tous les éléments sains ont été éliminés par l'assassinat ou la déportation, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un individu capable de transmettre autour de lui ce qu'avait été la révolution. Malgré la répression, l'abrutissement physique et intellectuel de la population, malgré la militarisation et la dévitalisation de la société, le stalinisme a eu besoin d'alliés minant la résistance des ouvriers

L'Eglise, par exemple, dont le rôle a été déterminant pour envoyer les prolétaires russes à la boucherie en 1941-45 et qui a montré en Pologne encore récemment son savoir-faire. Un tel allié est parfois encombrant et cherche éventuellement à mener son propre jeu mais il n'est pas moins indispensable comme soupape de sûreté et service d'ordre complémentaire.

Un autre allié, lui aussi parfois encombrant, est l'alcool. L'alcoolisme, en particulier des alcools forts, a toujours

été le symbole des peuples opprimés et à plus forte raison des ouvriers: Irlande, Pologne, Russie tsariste. L'opposition du mouvement ouvrier lui a toujours été résolue et en Russie précisément où l'alcoolisme frappe et désorganise si durement les prolétaires, les insurrections et émeutes ouvrières se sont toujours faites contre les distilleries de vodka entre autres.

Le 27 février 86, pendant le congrès où ce problème était évoqué, M. Aliev a indiqué lors d'une conférence de presse, que l'Etat russe vend pour 162 milliards de roubles (soit 1 620 milliards de francs environ) d'alcool chaque année. Les estimations étaient jusqu'à présent de 20 milliards de roubles. Ce chiffre doit être doublé puisque les bureaucrates reconnaissent que la moitié du marché leur échappe. A 5 roubles la bouteille, les flots de vodka qui submergent les travailleurs russes renflouent considérablement les finances du Parti-Etat. Rien d'étonnant alors à ce que les campagnes anti-alcooliques soient d'abord contre les distillateurs clandestins (après les hooligans, les bootleggers ?) qui créent un manque à gagner pour l'Etat; mais ces campagnes visent aussi les prolétaires qui se saoulent tant qu'ils ne peuvent même plus faire semblant de travailler. Ainsi même les paradis artificiels qui permettent parfois d'oublier notre misérable condition (et qui désarment pour la changer) sont à éliminer : seul le paradis socialiste doit régner !

Quant à la drogue, son existence officielle est reconnue, tout au moins dans les mêmes limites qui la définissent dans les autres pays. La Russie est le 3^{ème} producteur mondial de Cannabis et son trafic sous diverses formes y prend une ampleur proportionnelle au profit et à l'évasion qu'il procure selon que l'on est vendeur ou acheteur. La Géorgie et l'Ouzbékistan qui en produisent sont touchés, de même que la plupart des grandes villes. Cette drogue-là est réprimée en Russie comme ailleurs pour les mêmes raisons que l'alcool clandestin : elle échappe au contrôle et donc au profit de l'Etat et elle amoindrit tant les prolétaires qu'ils ne travaillent plus assez. Par contre l'Etat n'hésite pas à droguer tout opposant dans

les hôpitaux psychiatriques et la population en général avec la vodka tant qu'elle est compatible avec un minimum de production. Rien qui diffère d'ici où par exemple en France, au moins 6 millions de personnes sont droguées gratuitement par l'Etat puisque la Sécurité Sociale (qui porte là bien son nom) leur rembourse les calmants et anxiolytiques qui les font dormir, les excitants qui les font travailler, le tout permettant de supporter la survie. En Russie on soupçonne même des expérimentations de calmants dans les adductions d'eau de villes un peu "agitées".

Pour résumer, le 27^{ème} congrès de la fraction capitaliste au pouvoir en Russie persiste et signe : la situation de la classe laborieuse n'est guère enviable là-bas. En effet, à quelques variantes près, c'est la nôtre !

La volonté marquée par ce congrès d'augmenter la productivité, l'efficacité, etc., va se concrétiser par une attaque des prolétaires, par une augmentation considérable de leur exploitation, si les capitalistes russes sont capables de réorganiser la production ... et si les prolétaires les laissent faire.

Le combat que la classe ouvrière doit donc mener en Russie est le même que dans tous les autres pays du capitalisme mondial.

Cependant il revêt une importance particulière, tant parce que la Russie est la deuxième puissance militaire et pôle impérialiste du monde que parce qu'elle représente le principal pôle contre-révolutionnaire de cette période. Sa nature capitaliste, développée et occultée par la contre-révolution, le fait que d'innombrables forces dans le monde en se réclamant d'elle, prétendent parler en lieu et place du prolétariat, toutes ces raisons font qu'aujourd'hui encore, l'attitude du prolétariat russe dans la révolution sera déterminante, clarifiant définitivement la nature du Parti-Etat et révélant catégoriquement toutes les forces ouvertement ou sournoisement contre la révolution communiste.

Haiti - Philippines: Quoi de neuf ?

Deux dictateurs, Marcos et Duvalier ont pris, avec quelques jours d'intervalle le chemin de l'exile doré. Il semblerait que pour la "maison blanche, et pour tous les démocrates, les dictatures ne sont plus à la mode. Elles font vieilles et impopulaires.

En Haiti, le départ en douceur de "baby Doc" a provoqué le déchaînement de toute la population, qui après 28 ans de dictature en a profité, ne serait-ce que pour quelques jours, pour faire sa propre justice en s'en prenant surtout aux tontons Macous, qui après l'arrivée au pouvoir de Papa Doc, faisaient régner la terreur. Ils avaient tous les droits. Mais le renversement de la dynastie Duvalier s'est réalisé avant tout grâce à l'accord des USA, et d'une fraction plus intelligente du capital national, qui considéreraient que le contraste mal dissimulé entre le faste de la famille Duvalier et de ses acolytes, et la misère grandissante en Haiti était trop grande. Cette situation jugée dangereuse pouvait provoquer un mécontentement incontrôlable de la population ; il fallait donc agir et se débarrasser de ce dictateur encombrant et sans utilité aucune pour le maintien de la paix sociale.

Quant aux Philippines, le départ de Marcos a été également relativement facile, d'autant plus que la succession était déjà prévue depuis des mois. En effet, Cory Aquino, semblait depuis le début faire l'affaire : femme de son mari martyr, catholique pratiquante (Cory priez pour nous était la devise de sa campagne électorale), elle était issue d'une famille bourgeoise honorable. Cette femme est l'image parfaite de la crapule démocrate d'après dictature. Sans la participation active d'un secteur de l'armée et de l'église, ce renversement de situation n'aurait pas été possible.

Avec 26 milliards de dollars de dette extérieure, lâché par les banques et par le monde des affaires, devenu terriblement impopulaire, Marcos n'obéissait plus aux normes du capitalisme international. Mais que ces deux dictateurs déçus se rassurent (ils le sont de toute façon), la maison blanche et l'Elysée leurs assureront des vieux jours heureux et tranquilles. Le principal c'est la survie du système capitaliste lui-même, peu importe jusqu'à un certain point qui aura la tâche de le diriger pour les grandes puissances qui se partagent le monde. Un grand nombre de pays qui ont été pendant des décennies sous la botte de dictatures, jouissent aujourd'hui d'une "démocratie exemplaire" (Pérou, Argentine, Espagne etc...). Ce changement de situation a été possible en partie grâce à la contre-révolution stalinienne qui, lorsqu'elle ne peut s'imposer directement elle-même, n'a semé, dans la conscience des travailleurs que des aspirations démocratiques pour détourner le prolétariat de son véritable et unique objectif actuel. La forme démocratique du capital suffit souvent pour contenir le prolétariat. A ce propos l'église a joué un rôle de premier ordre dans cette escalade démocratique perpétuant la dictature du capital sur le travail. C'est elle, avec la bénédiction du bloc capitaliste occidental, et d'un secteur du capitalisme national, qui a été à la tête de toutes les manifestations de mécontentement incapables par là-même de mettre en péril les intérêts du capitalisme national et international. Dans l'opposition on trouve aussi des groupuscules marginaux appartenant à la vieille garde maoïste qui puisent leur force dans les secteurs les plus arriérés du prolétariat, et la désintégration du prolétariat sous le vocable de peuple. Ces groupuscules d'apparence radicale mènent l'opposition à travers la guerrilla en détournant le prolétariat de ses véritables intérêts.

Malgré des manifestations plus ou moins dures de la part de la population, il faut affirmer clairement que la chute de Marcos et Duvalier est surtout due aux diverses fractions capitalistes nationales et internationales dans la mesure où le prolétariat n'a pas su prendre la tête du mouvement dit populaire, en s'affirmant comme seule classe révolutionnaire. Encore une fois, et à défaut d'une alternative révolutionnaire le prolétariat a été utilisé comme masse maléable et comme chair

à canon dans un conflit inter-capitaliste.

Il faut que les travailleurs de ces pays, comme partout ailleurs bien entendu, luttent contre l'illusion de liberté semée dans leurs consciences. Ils n'ont été libérés que d'une forme de domination plus brutale et plus sauvage, mais le nouveau système démocratique assure avec la même efficacité l'exploitation accrue et la misère des prolétaires. Quelle que soit la forme que le capitalisme prenne, il sera toujours l'ennemi mortel du prolétariat, d'autant que cette forme est pratiquement toujours sujète à la volonté des grandes puissances dites démocratiques ou mensongèrement socialistes. Le capitalisme est une entité mondiale malgré sa parcellisation en frontières nationales.

Aux Philippines et en Haiti l'enthousiasme populaire provoqué par le départ des dictateurs, fut mis au service des nouveaux maîtres de l'Etat, qui une fois au pouvoir ont tout fait pour étouffer une véritable riposte prolétarienne, prétextant comme toujours le danger d'un coup d'Etat qui mettrait en place un autre "méchant" dictateur. Ce sont des mensonges qui empêchent les prolétaires de mesurer leur propre force capable de bâtir une nouvelle société sans classes, ni exploitation où les noires années de répression ne seront qu'un mauvais souvenir.

Certains diront que la forme démocratique du pouvoir est nécessaire à tout changement de société, ou qu'une démocratie est préférable à une dictature. Nous disons NON. Cuba, Nicaragua, Iran suffisent pour affirmer que dans les pays dits "libérés", la misère, les inégalités, l'exploitation, la répression etc... existent toujours. Au nom de la "reconstruction nationale" les travailleurs de ces pays doivent se soumettre à des conditions de vie semblables aux pires années de l'exclavage antiques.

Quelque soit le régime politique qui domine le capital derrière des frontières nationales, lorsque le prolétariat agit sur son terrain de classe il reçoit comme réponse artillerie, mitraille, répression et toute la monstruosité de la barbarie du monde capitaliste décadent contemporain.

Ecrivez-nous!
Prenez contact avec nous!
Militez pour la révolution
... socialiste!

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 h
au café le "Rond-point" Métro Père la Chaise.

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h
au café "Le Bordeaux" place de la gare, soit Le 28-6-86

Nancy : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h
au café de la gare, place de la gare, soit Le 26-7-86

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris.

LIBYE - USA

GUERRE A LA GUERRE, GUERRE A LA PAIX SOCIALE !

Dans la nuit du 14 au 15 avril des escadrilles de l'aviation américaine ont bombardé Tripoli et Benghazi, les deux principales villes de la Libye, sous prétexte de porter un coup au terrorisme international.

profitant de la peur suscitée par la possibilité de voir exploser une bombe devant ses yeux alors qu'on se trouve dans un endroit public, l'impérialisme américain en appelle, pour justifier son acte, au bon sens des populations et des Etats Occidentaux. Kadhafi lui, en appelle à l'anti-impérialisme de ceux qui doivent soutenir les plus faibles contre les plus forts, il en appelle au "socialisme", au monde arabe et à l'Islam, rien que ça !

Disons le tout de suite, en tant que prolétaires révolutionnaires nous n'appuyons ni la bande d'assassins et d'exploiteurs à la sauce Kadhafienne ou moscovite, ni celle à la sauce occidentale. D'un point de vue capitaliste ils ont autant de justifications d'un côté comme de l'autre. Nous n'avons pas à choisir un de ces deux camps, ou un supposé moindre mal, mais à les combattre tous les deux sur un terrain de classe, celui de la révolution communiste.

Il est certain que les dirigeants des Etats-Unis mentent lorsqu'ils prétendent avoir porté leur action contre la Libye au nom de l'anti-terrorisme, et ce pour trois raisons principales. La première c'est que eux mêmes en tant que chef de file d'un des deux grands blocs qui dominent la surface de la Terre emploient complaisamment les méthodes de la terreur à petite et à grande échelle. La deuxième c'est qu'ils ont profité de la situation pour montrer qu'ils étaient sans aucun doute les maîtres en méditerranée (mare nostrum). La troisième c'est que par libye interposée les Etats-Unis ont voulu montrer leur détermination à l'autre grand bloc dirigé par la Russie, qui non seulement n'a pas bronché, mais prévenu à l'avance, à retirer deux bateaux de guerre au moment où l'attaque était prévue. Bien que Kadhafi soit encombrant pour la Russie elle-même, celui-ci n'en est pas moins dans son camp impérialiste. Un pion, bon ou mauvais, c'est toujours contrariant et dangereux de le perdre, d'autant qu'il a déjà été largement utilisé comme au Tchad et au Liban. C'est donc fondamentalement parce que la Russie se sait militairement inférieure que les Etats-Unis ont pu expédier quelques tonnes de matières explosives sur la Libye. Ces explications n'ont pas la prétention d'être complètes, mais à coup sûr d'être justes. Nous aurions pu "approfondir", "rentrer dans les détails", "nous mettre théoriquement à la place des uns et des autres", mais tel n'est pas notre objectif. Ce que nous voulons montrer avant tout, c'est que la pratique de ceux qui s'insurgent contre l'intervention US en défendant même critiquement le pays agressé, font volontairement ou involontairement le jeu à ce qui favorise, détermine et implique ce genre d'action : le capitalisme mondial.

Pour aussi monstrueuses qu'elles apparaissent, Kadhafi emploie les méthodes et les armes dont il dispose dans sa croisade anti-occidentale et donc anti-américaine, armes nettement inférieures à celles dont dispose l'impérialisme américain, celui-là même qui sans aucun problème envoya, alors que la seconde guerre était définitivement gagnée, les premières bombes atomiques sur le Japon assassinant des centaines de milliers de personnes. Ce fait indéniable amène beaucoup de gens qui se croient révolutionnaires, par anti-impérialisme, à se solidariser avec "les peuples opprimés", "les nations opprimées"...

Lorsque des révolutionnaires du passé, à tort ou à raison, appuyaient certains mouvements nationalistes (lutte de libération nationale, lutte anti-coloniale...) ils le faisaient en pensant affaiblir les vieilles métropoles dans la perspective de la révolution communiste internationale. Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui c'est que cet argument n'en est plus un, car aucun mouvement dit national n'affaiblit les grands maîtres du capitalisme mondial. Les exemples sont là pour le prouver depuis la Corée jusqu'à l'Algérie en passant par Cuba. L'indépendance nationale s'avère plus formelle que réelle, et partout elle a aggravé l'assujettissement

économique et politique des travailleurs en général.

Qu'ils soient directement provoqués par un des deux grands blocs impérialistes ou non, les conflits guerriers ininterrompus depuis la seconde guerre mondiale sont des guerres sectorielles inter-impérialistes, où par nations ou par fractions interposées les deux grands tirent les ficelles. Les prolétaires qui au nom de l'Islam, de la Palestine, ou de la nation libre, s'entretuent ne sont que de la chair à canon utilisée par le système mondial du capital.

De plus s'il y a tant de mouvements dits de libération, nationalistes, anti-colonialistes... c'est à cause de la contre-révolution capitaliste-d'Etat qui depuis la Russie a massacré le mouvement ouvrier a-national partout dans le monde, utilisant ou fomentant de surcroît les mouvements nationalistes à son propre avantage pour contrecarrer la suprématie de Washington.

Pour toutes ces raisons il n'y a qu'une seule position révolutionnaire aujourd'hui : guerre à la paix sociale, guerre à la guerre, défaitisme révolutionnaire, internationalisme prolétarien. Si le capitalisme est contraint de préparer la troisième guerre mondiale, nous devons préparer la révolution communiste, obligatoirement à la même échelle.

Dans le cas du conflit qui nous occupe dans cet article, le prolétariat américain et mondial doit bien évidemment s'insurger contre le bombardement décidé à Washington, mais non pour se solidariser avec Kadhafi, avec son "socialisme" avec son arabisme, avec son islamisme, et encore moins pour défendre le bloc russe aussi capitaliste et crapuleux que celui des Etats-Unis, mais pour en finir eux-mêmes avec les représentants du mode de production mondial actuel là où ils se trouvent. Ceci est donc également valable pour les prolétaires qui se trouvent dans le bloc de l'Est, sous l'emprise directe de Moscou, et tout autant pour ceux qui se trouvent en Chine, au Tchad, au Liban ou en Israël. Les révolutionnaires méprisent le "monde arabe", tout autant que le monde du Coca-Cola, de la Vodka ou des Kiboutz. Ce "monde arabe si dominé" n'est que celui de la haute canaille héritière de l'ancien despotisme asiatique utilisant les ressources techniques, répressives et destructrices de la civilisation capitaliste en décadence.

Tous les "anti-impérialistes" à la sauce trotskiste, avec à leur tête la tendance Spartaciste qui se distingue à peine de la racaille du KGB par son langage et sa pratique moins mitigés quant à la défense inconditionnelle des intérêts russes, ou à la sauce "Tiers-mondiste" sont objectivement des courants qui s'opposent à la seule lutte pour laquelle on puisse fièrement vivre et mourir aujourd'hui, celle de l'affrontement sans détours entre le monde du travail et celui du capital.

NI RESISTENCE AFGHANE, NI TROUPE A LA SOLDE DE MOSCOU
NI "CONTRAS" AU NICARAGUA, NI SANDINISTES
NI GOUKOUNI, NI HISSEN HABRE, AU TCHAD
NI CUBA, NI CHINE
NI ISRAEL, NI PALESTINE
NI IRAN, NI IRAK
NI WASHINGTON, NI MOSCOU

NON AU MONDE CAPITALISTE

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis	25,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis	25,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	25,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret	25,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	5,00
Alarme spéciale organisation (n°13)	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros	30,00
Pour un second manifeste communiste	20,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme	25,00

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis	80,00
Pro segundo manifiesto comunista	20,00
Llamamiento y exhorto a la nueva generación	15,00
Trajectoria quebrada de Revolución Internacional	5,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	25,00
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	25,00
El SWP y la guerra imperialista (1945)	25,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U	35,00
Partido-Estado, Stalinismo, Revolución	25,00

ITALIE - GRECE

Pour un second manifesto comunista	20,00
La gauche communiste en Grèce (1918-30)	30,00

LISEZ "L'ARME DE LA CRITIQUE" !

supplément à "ALARME"

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

ALARME B.P. 329
75624 PARIS
CEDEX 13

ALARMA (écrire sans autre mention)
Apdo 5355 BARCELONA (ESPAGNE)